

# LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА BALKANSKA FEDERACIJA  
 БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА FEDERACIONIT BALKANIK  
 ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ FEDERAȚIUNEA BALCANICA

بالقاز فدراسیونی

Adressez la correspondance à  
 F. LINDNER, Wien, IX.  
 Postamt 72, Postfach No. 37.

Paraissant tous les  
 1 et 15 du mois

Prix du numéro et abonnement pour 6 mois ;  
 5000 et 60.000 cour. pour l'Autriche  
 10 cent et 1 dollar pour tous pays restants

## S O M M A I R E

### TEXTE FRANÇAIS (321—328)

D. Vladislavov: La dictature militaire en Grèce.  
 La Rédaction: Une manoeuvre.  
 H. Dalmata: Les Croates et l'Etat indépendant croate.  
 Au monde civilisé!  
 A. Pétridis: La situation des réfugiés grecs.  
 Nicolas Obarov: Ce que fut le procès de Salonique.  
 G. Kazanovsky: Comment Tsankoff traite les réfugiés macédoniens.

### TEXTE ALLEMAND (329—330)

D. Pilgrim: Die Politik Zankofis gegenüber Jugoslawien und den Sofioter Revolutionären.  
 N. Nikolić: Hermann Wendel über das Attentat von Sarajevo.

### TEXTE CROATE (330—331)

H. Dalmata: Hrvati i Balkanska Federacija.

### TEXTE ALBANAIS (331—332)

Komiteti i Kosoves. Proklamati.

### TEXTE BULGARE (332—335)

Г. Казановски: Как правителство на Цанков третира македонските бежанци.  
 Д. Владиславов: Военната диктатура в Гърция.  
 Апел към цивилизования свет!  
 Д. Пилигрим: Политиката на Цанков към Югославия и софийските Македонски революционери.

### TEXTE SERBE (335—336)

H. Николић: Херман Вендел о Сарајевском атентату.  
 М. Владимиров: Статистика белог терора у Југославији.

## PARTIE FRANÇAISE

### La dictature militaire en Grèce

Le 25 juillet dernier un coup d'Etat a éclaté en Grèce, qui eût pour toute victime un soldat blessé! Le général Pangalos a pris le pouvoir, à l'aide des officiers de l'armée et de la flotte. Trois cents officiers participèrent au coup d'Etat. La population n'y prit aucune part, mais assista avec indifférence au changement du gouvernement.

Le coup d'Etat s'est effectué d'une manière très originale.

Dès que le général Pangalos reçut un avertissement de son collègue le général Otonéos, commandant du 3<sup>e</sup> corps d'armée à Salonique, qu'il est maître de la situation en Macédoine et en Thrace, — il adressa au nom des officiers un ultimatum au ministre président Michalakopoulos, lui demandant sa démission. Avant l'expiration du délai, Michalakopoulos démissionnait. Le président de la République, l'amiral Kondouriotis a été au courant des préparatifs du coup d'Etat et d'accord avec les officiers conspirateurs, quoiqu'il ait déclaré devant le monde étranger qu'il agissait en vertu de la Constitution et en sauvegardant les formes du régime parlementaire.

En acceptant la démission de Michalakopoulos, il confia la formation du nouveau cabinet à Papanastasiou, leader du groupe parlementaire le plus important. Ce n'est qu'après le refus de ce dernier que M. Kondouriotis chargea le général Pangalos, député et leader du second groupe parlementaire, de former le nouveau gouvernement.

Libre aux gens naïfs de croire qu'il n'y eût en l'occurrence aucun prononcement ni la proclamation de la dictature militaire, mais que tout simplement il s'agissait de la formation d'un nouveau gouvernement, issu du parlement.

Le général Pangalos repousse avec indignation l'accusation d'avoir préparé un coup d'Etat militaire. Il appelle son action une „manifestation armée”, s'efforçant de convaincre le monde que cette „manifestation armée” et le changement du gouvernement répondaient à la volonté de la majorité du peuple grec.

Le nouveau président du conseil grec a déclaré: „Depuis quelques semaines, mes amis du parlement et de l'armée, m'ont déclaré que le cabinet Michalakopoulos n'avait plus avec lui l'opinion publique. Quatre-vingts pour cent de l'armée et de la flotte, tous les réfugiés (1.500.000), 80% des républicains-vénizélistes de la vieille Grèce et un tiers des anti vénizélistes étaient contre le cabinet. Le gouvernement de Michalakopoulos ne se tenait au pouvoir que grâce au parlement. Il fallait agir pour le salut de la République. C'est en qualité d'avant-garde du peuple grec, que l'armée devait agir. Et elle le fit au moment où elle était persuadée que son action répondait aux souhaits de l'opinion publique”.

En cherchant les causes de ce coup d'Etat, il faudrait constater d'abord qu'elles ont leurs sources dans les aspirations des organisations militaires, au nombre de trois, à présent unifiées — qui veulent revenir à la situation d'il y a deux ans

et demi, c'est-à-dire au commencement de la révolution, lorsque Plastiras était le chef de la révolution et Gonatas ministre-président. Avec la chute du cabinet Gonatas et l'arrivée au pouvoir de Papanastasiou (janvier 1924), puis de Michalakopoulos (en octobre de la même année), les ligues des officiers ne jouaient plus le même rôle. Sans doute exerçaient-elles une influence appréciable dans les affaires gouvernementales, mais leur influence n'était pas prépondérante. Elles soupçonnaient Michalakopoulos de vouloir disperser les organisations d'officiers, afin de se libérer définitivement de l'influence de l'élément militaire. De là le mécontentement des officiers contre le gouvernement.

Naturellement, les conspirateurs voulaient attribuer un caractère patriotique et républicain à leur action. Ils accusèrent le gouvernement de s'être montré trop complaisant dans les négociations avec la Yougoslavie; de n'avoir pas pris des mesures suffisamment énergiques contre „les éléments extrémistes” des organisations ouvrières — comme si les poursuites, les arrestations et les mesures draconiennes ne comptent pas! — d'avoir un penchant envers les royalistes, de négliger l'armée comme si les sommes, — plus d'un milliard drachmes dépensées pour l'armement sont peu de choses pour un pays, où le budget de l'armée et de la flotte est la moitié du budget total de l'Etat; de s'être désintéressé du sort des réfugiés, etc. etc.

Tous ces griefs ne sont qu'un bluff. Le gouvernement actuel continuera la politique générale du précédent; il ne sera pas moins complaisant envers son ex-allié la Yougoslavie; il continuera à mener et accentuera la politique dénationalisatrice envers les minorités nationales; il continuera à expulser les bulgares et les turcs de la Macédoine et à poursuivre les juifs; à dépenser l'argent pour les armements, il redoublera la lutte contre les communistes, il comblera de bienfaits une partie des réfugiés, pour pouvoir les utiliser pour des buts politiques. En un mot il marchera sur les pas de Michalakopoulos. Cependant ce qui caractérisera ce nouveau gouvernement, c'est le renforcement de l'influence des militaires dans toute la vie politique du pays. La ligue militaire jouera un rôle comme elle n'a pu en jouer pendant les deux gouvernements précédents.

Chez Pangalos, il semble que le fascisme obtiendra sa sanction officielle. Les fascistes seront non seulement protégés par les organes gouvernementaux, comme chez Michalakopoulos, mais leurs organisations profiteront des privilèges spéciaux: ils gouverneront.

D. Vladislavov

## Une manoeuvre

Plus la situation s'empire dans les Balkans, plus les gouvernements réactionnaires de ces pays se montrent les dents, exemples récents la tension des rapports entre Belgrade et Sofia et entre Belgrade et Athènes — plus leurs dirigeants crient au péril bolchéviste.

Avant la guerre mondiale, le bouc émissaire des réacteurs était le Juif. Le Juif avait bon dos: c'était lui le seul riche, le seul gros capitaliste, l'unique spéculateur, l'unique exploitateur du sang ouvrier et paysan. Lorsque le mécontentement grondait dans le peuple, les gouvernements despotiques, tels, l'autocratie russe ou le gouvernement libéral de Bratiano d'hier et d'aujourd'hui, organisaient des pogroms des juifs en cherchant à faire croire aux masses que la cause de leurs souffrances était le Juif.

Après l'avènement des Soviets, le bouc émissaire est, de préférence, le bolchevisme. C'est lui

**le pelé, le galeux d'où vient tout le mal.**

C'est pour cela que nous voyons la sanglante réaction balkanique, dans son désespoir, crier de plus en plus fort sus au bolchevisme. Elle qualifie de bolcheviks tous ceux qui la combattent ou lui font la guerre.

Il est naturel que nous n'échappions pas à ce reproche, ce dont nous nous moquons.

Mais comme cette accusation imbécile semble trouver créance dans certains milieux qui n'ont rien de commun avec

les égorgeurs des masses populaires balkaniques, nous ne croyons pas inutile de montrer toute son ineptie.

Comme on le sait, la question macédonienne est l'une de celles qui ont le plus violemment agité les Balkans.

Le peuple macédonien a lutté âprement contre le joug turc pour recouvrer sa liberté. Les gouvernements bulgare, serbe et grec, sous prétexte de libérer la Macédoine, mais en réalité pour se la partager, ont fermé un bloc et se sont rués sur l'Empire ottoman.

Après les guerres balkaniques, la malheureuse Macédoine n'a fait que changer de maîtres.

Lors de la conflagration mondiale, si Radoslavoff a entraîné le peuple bulgare dans la guerre, il n'a pu le faire qu'en usant du suprême argument de l'affranchissement des „frères macédoniens asservis”.

La Macédoine, sous le régime de la réaction balkanique, connaît un asservissement pire que sous le despotisme des sultans. Il est interdit au peuple macédonien d'avoir ses écoles à lui, de pratiquer sa religion dans ses églises et même de parler sa langue, en un mot d'exercer ses droits les plus élémentaires d'homme et de citoyen.

Les puissances de l'Entente qui avaient outrageusement trompé le monde en affirmant qu'elles luttèrent pour l'affranchissement et l'autodétermination des peuples opprimés, n'ont fait que consacrer le partage de la Macédoine entre la Yougoslavie, la Grèce et la Bulgarie. Pire encore: elles ont laissé les vainqueurs balkaniques, leurs alliés, fouler aux pieds les engagements pris par eux pour la protection des minorités.

Les masses travailleuses macédoniennes tyrannisées et chassées brutalement de leurs foyers séculaires ont promené leur misère atroce d'un pays à l'autre.

Devant cette situation scandaleuse et tragique, les organisations révolutionnaires macédoniennes ont senti le besoin de reviser leur programme d'action, de chercher de nouvelles voies capables d'assurer le salut de leur peuple. Elles ont fini par s'apercevoir qu'en menant une lutte, non pas contre l'ennemi commun, mais souvent les unes contre les autres, elles trahissaient l'idéal pour lequel elles se proposaient de combattre, et servaient de cette façon la cause infâme des tyrans balkaniques.

Le vieil adage populaire: „l'union fait la force”, est apparu à leurs yeux dans toute sa puissance. Elles ont donc décidé de s'entendre et de coopérer.

Cela n'était guère suffisant.

Ces mêmes organisations ont compris que la lutte était trop inégale contre l'ennemi, incomparablement plus fort. Il leur fallait trouver des alliés, si elles voulaient vaincre.

Et elles ont décidé de s'entendre également avec les organisations des peuples et des nationalités des Balkans qui sont opprimés et mécontents de leur sort.

En ce qui concerne la Macédoine, ces organisations avaient acquis la conviction, qu'il n'y avait qu'une voie de salut pour leur peuple: la fédération balkanique. C'était d'ailleurs l'unique moyen de salut également pour les autres peuples et les nationalités de la Péninsule.

Il va sans dire qu'une telle solution ne convenait point aux gouvernants chauvins des Balkans. Même s'ils la désiraient, leur haine réciproque, leur nationalisme agressif, les empêcheraient de la réaliser.

De là la nécessité urgente et inéluctable d'une lutte sans merci contre ces gouvernements.

Pour appliquer ce nouveau programme d'action, les membres du Comité Central de l'Organisation Macédonienne, Todor Alexandroff, le général Protoguéroff et Tchaouleff, sont venus à Vienne.

Ils se sont entendus, d'abord, avec l'Organisation macédonienne fédéraliste, avec laquelle ils ont signé un pacte d'union; puis, ils sont entrés en relations avec les représentants des autres nationalités des Balkans.

Après ces accords, les deux Organisations ont pensé à la création d'un organe de propagande et de lutte pour les fonds duquel elles ont versé des sommes importantes: „La **Fédération Balkanique**“ était née.

On connaît le reste. Alexandroff et Protoguéroff, après leur retour en Bulgarie ont été l'objet de la part du gouvernement Tsankoff et de la Ligue militaire d'une pression tellement violente qu'ils ont cru devoir renier leur signature.

Mais si les chefs étaient devenus parjures, les masses populaires macédoniennes restaient fermement attachées à l'idée de la fédération des pays balkaniques,

Voilà pourquoi, malgré la trahison des chefs, fidèles interprètes des aspirations de ces masses, nous avons continué la lutte.

En ce cas, pourquoi ce reproche inepte de bolchevisme contre nous?

Est-ce parce que nous soutenons l'idée d'une fédération balkanique?

Mais ce programme est-il un programme bolcheviste? N'est-ce pas là une solution que préconisent même les simples démocrates?

Où bien nous a-t-on vu mener une propagande en faveur de l'institution d'un régime bolcheviste dans les Balkans? Nous tenons notre collection à la disposition de tout le monde et nous défions quiconque d'en faire la preuve.

Où bien est-ce parce qu'en luttant pour la fédération balkanique, nous n'attaquons pas la Russie des Soviets, afin de faire entendre que le régime que nous préconisons n'est pas une fédération soviétique? Ce serait une exigence tout au moins étrange et ce n'est pas pour faire plaisir aux satrapes balkaniques que nous nous en prendrions à une puissance qui a résolu chez elle, d'une façon rationnelle et admirable, la question des minorités, pour employer cet euphémisme, en leur accordant une autonomie complète, et qui jouit, de ce fait même, de toutes nos sympathies.

D'ailleurs, même si nous donnions satisfaction sur ce point aux bourreaux balkaniques, ils n'en continueraient pas moins à nous abhorer et à nous dénoncer comme des incendiaires, des bolcheviks, mus par un besoin tyrannique de se disculper.

Un dernier mot.

Tout cela est parfait, nous dira-t-on, mais où trouvez-vous les moyens pour assurer l'existence de **La Fédération Balkanique**?

Notre journal n'est pas un quotidien exigeant de gros sacrifices. C'est une publication bi-mensuelle, un organe de propagande, comportant des frais modestes.

Or, comme nous l'avons déclaré avant sa publication, les deux organisations, les Autonomistes et les Fédéralistes, ont constitué un fonds. Nous recevons, d'autre part, de nos partisans et amis dans le pays et principalement d'émigrés macédoniens se trouvant aux Etats-Unis de souscriptions qui viennent entretenir le fonds.

Et maintenant nous demandons à nos détracteurs — naturellement, à ceux qui sont de bonne foi: que valent les accusations qu'on colporte contre nous, dans l'unique but de mettre en doute notre honnêteté et notre sincérité et d'atténuer ainsi l'effet des coups que nous portons à la réaction balkanique?

Mais nous n'avons pas à nous alarmer outre mesure de la campagne intéressée et perfide que dirigent contre nous les gouvernements de bandits des Balkans et leurs instruments. Ils ne font, au fond, que leur devoir. Nous ferons le nôtre, jusqu'au bout et inlassablement.

**La Rédaction.**

P. S. Nous devons relever un entrefilet paru dans „l'Arbeiter-Zeitung“ où notre confrère socialiste nous prend à parti de ce que nous avons donné l'hospitalité à M. Leopold Mandl, Président de l'Association de la Presse étrangère à Vienne.

Notre confrère dit qu'avant il nous soupçonnait d'être un organe bolcheviste — toujours le même reproche! — mais à la suite de la publication des articles de M. Mandl nous ne sommes, à ses yeux, que des gens sans principes.

Nous ne nous arrêtons pas sur ses soupçons en ce qui concerne notre bolchevisme, car nous faisons, un peu plus haut, justice de ce mensonge.

Quant au grief d'avoir inséré les articles de M. L. Mandl, nous répondons: Notre organe n'est pas un organe de parti. Tous ceux, par conséquent, qui luttent contre la sanglante réaction balkanique, sont les bienvenus pour nous. En publiant l'article d'un journaliste qui dénonce et flétrit la source du mal dont souffrent les peuples balkaniques, nous ne nous soucions guère de la nuance politique à laquelle appartient ce journaliste, comme nous n'entendons point nous solidariser avec son activité présente ou passée.

**La Réd.**

## Les Croates et l'Etat indépendant Croate

Dans notre article „Les Croates et la Féd. Balkanique“\*) nous avons parlé d'un „Etat Croate indépendant“ comme d'une solution possible de la question croate. Nous ajoutons que la grande majorité des Croates considère cette solution d'une nécessité inévitable, capable de régler les problèmes politico-économiques qui touchent leurs intérêts vitaux. La plupart des partis croates sont pour l'indépendance politique de la Croatie. S. Raditch doit pour une bonne part ses succès auprès des masses populaires, parce qu'il soulignait toujours qu'une République indépendante croate est l'alpha et l'oméga de son activité politique. Et quand les intellectuels croates, en leur fameuse assemblée du 29 octobre 1918, votèrent l'union de la Croatie au royaume de Serbie, Raditch répondait qu'il admettait leur attitude, mais que le peuple croate ne les comprendra pas et, qui plus est, qu'il y passera outre. Aujourd'hui on se rend facilement compte, que Raditch était meilleur prophète en 1918 que politicien et homme d'Etat en 1925.

Les littérateurs et les savants, autant que les juristes croates prêchaient tous l'indépendance. Ils disaient qu'elle était la condition pour le développement culturel et économique de la Croatie. Les masses du peuple voyaient dans ces idées les leurs propres, en même temps qu'une condition pour la paix des peuples de l'Europe centrale et du sud est de l'Europe.

Notre intention est d'essayer de prouver qu'une pareille solution du problème croate est presque impossible; à l'époque industrielle et commerciale que nous vivons „l'Etat indépendant croate“ ne répond pas aux intérêts de l'immense majorité du peuple croate.

Les aspirations des croates vers une indépendance étatique absolue sont très compréhensibles pour ceux qui sont au courant de leur vie politique. Le mécontentement qui règne actuellement dans l'Etat des Serbes-Croates et Slovènes n'est pas la conséquence de la haine des serbes, mais la conviction profonde du peuple croate qu'il n'a pas de „foyer.“ Les dernières traces de l'étatisme croate qu'il conservaient par des sacrifices surhumains durant des siècles contre les Turcs, les Hongrois, les Habsbourg et Venise disparaissent. Avec douleur autant qu'avec fierté on répétait quatre siècles durant: reliquia reliquiarum...

Les Croates fêtèrent cette année le millénaire de leur indépendance étatique, quand après de longues luttes entre les tribus des deux côtés des alpes dinariques, séparés par leurs traditions slaves, ils fondèrent d'abord la Croatie „blanche.“ ensuite „Rouge.“ enfin un Etat. Après le couronnement de leur premier roi dans la plaine Solinska (925)

\*) Voir le Nr. 17 de notre organe, du 1er avril dernier.  
N. D. L. R.

ils entrèrent dans „l'unité des peuples chrétiens de l'Europe“ et assurèrent ainsi le caractère juridique de l'Etat croate. Durant le long processus historique (925—1918) le peuple croate resta toujours fidèle à sa propre conception de se former un foyer où il serait le maître unique. Cet idéal le guidait toujours, quoiqu'il ne se refusait pas aux compromis imposés par les circonstances de force majeure et les événements politiques. L'historien et le juriste croate Nicolas Tomachitch prouva dans une excellente oeuvre „Pacta Conventa“ et par d'arguments irréfutables que les croates surent conserver dans les moments les plus difficiles de leur vie politique — et en proportion des forces-les attributs de leur individualité étatique. C'était au temps de l'écroulement de la dynastie croate en 1102; en 1526 à l'élection des Habsbourg au trône de Croatie, puis pendant la signature d'un accord avec les Hongrois en 1868. Le juriste croate Plivéritch, les théoriciens allemands Jélineck et Bematsik, le français Soiseau et le savant tchèque, le professeur Kodletch soulignent tous cette persévérance des Croates vers leur indépendance.

Pourtant l'idéologie politique des Croates n'est qu'un romantisme historique, le fruit du système féodal et un exemple des principes territoriaux; l'image nationale du principe religieux de l'époque médiévale „cuius regio illius religio.“

L'ère démocratique et nationale qui suivit la Révolution française détruisit le principe territorial, le remplaçant par le principe individuel d'autodétermination, posant à chacun la question: De quel droit êtes-vous nos juges? La majorité des Croates ne s'aperçut pas de ces changements dans la structure du monde, penchant plutôt pour les formes politiques périmées. Mais ce n'est qu'un désir irréalisable. La position géographique rend difficile la consolidation de son indépendance politique. La longue et aride chaîne des alpes dinariques divise les plaines fertiles de la Slovénie du coeur croate — la mer. Ces trois quarts du territoire sur lequel vivent les croates n'est pas propice à une économie agraire capable de faire vivre toute la population.

Les fleuves de la Croatie se jettent dans l'Adriatique, ne sont pas navigables et sont sans grande importance pour la vie économique et les communications. Les fleuves navigables traversent transversalement le pays et sont peu utilisables. De par ces faits la situation des Croates au point de vue économique est difficile du fait qu'ils vivent dans une contrée qui ne se prête pas à une forte production rurale, et ce dans un pays où la majorité du peuple est paysan. Le sous-sol du pays n'a pas non plus de quantités appréciables du charbon et des métaux. D'autre par la Croatie a un capital par trop pauvre pour essayer d'utiliser les forces hydrauliques. C'est la cause pour laquelle, avant la guerre, la Croatie et la Slovénie avaient plus d'émigrés allant à la conquête de l'existence à l'étranger que n'en avait l'empire d'Allemagne.

Si ce n'était la position géographique et économique de la Croatie qui rendrait son indépendance étatique impossible,\* ce serait la situation militaire et politique envers ses voisins impérialistes. Sur le territoire que les Croates considèrent faisant partie de leur Etat national vivent un million et demi de serbes à côté d'autres nationalités, et ce bon tiers ne supporterait pas facilement le joug de l'Etat croate. L'irréductibilité ruinerait bien vite le nouvel Etat.

Militairement et économiquement la Croatie serait un Etat dépendant de la bonne volonté de ses voisins. Elle devrait avoir une grande force pour la défense de sa côte.

\*) Pour éviter tout malentendu, nous croyons utile de faire remarquer qu'il est question d'une Croatie qui aspirerait à vivre en dehors de la future Fédération Balkanique. N. D. L. R.

L'impérialisme hongrois chercherait à profiter de sa faiblesse pour s'en servir comme d'une sortie vers la mer Adriatique. L'Italie la voudrait comme une colonie économique et militaire pour sa „pénétration pacifique“ dans les Balkans.

La Croatie, souveraine serait un Etat malade qui se décomposerait, car de peur des minorités nationales dans son sein et à cause de ses voisins agressifs, elle consacrerait le meilleur de ses forces à la défense militaire du pays.

A cause de tout cela, les raisons invoqués par certains politiciens qui nous donnent en exemple — pour la défense de leur thèse — le Danemark, la Finlande et la Norvège, ne sont pas valables. Ces petits Etats ne sont évidemment pas des casernes, mais d'importants facteurs de progrès. Il ne faut pas oublier non plus qu'ils se trouvent dans de toutes autres conditions que la Croatie.

Peut-être que les raisons que nous venons d'invoquer expliquent-ils pourquoi les Croates, dès 1102 tâchaient de se grouper dans de grandes unités économiques et sociales et là, autant que faire se pouvait, d'y conserver leur individualité; justement parce qu'ils voyaient qu'ils ne pouvaient pas avoir une indépendance politique absolue.

Pour nous résumer, disons qu'un Etat indépendant croate est une impossibilité économique qui serait loin de solutionner le problème croate. Economiquement, la Croatie resterait faible et peu développée; politiquement et militairement elle serait à la merci des voisins plus puissants. Ce ne sont certes pas là les intérêts des masses ouvrières et paysannes de Croatie.

Agram, 5 Juillet.

H. Dalmata

## Au monde civilisé!

### Contre les crimes du gouvernement Tsankoff.

*Indignés par la terreur blanche sans précédent dans les annales de l'histoire qui règne en Bulgarie, divers personnalités du monde littéraire, artistique, universitaire et du barreau de Vienne viennent de lancer l'appel suivant, que nous nous faisons un devoir de reproduire. La Réd.*

De tous les temps les partis politiques savaient se débarrasser de leurs adversaires et au besoin, recourir à la force et au meurtre. Pourtant, ce qui se passe actuellement en Bulgarie est sans précédent dans l'histoire de l'humanité, et soulève l'indignation et la révolte chez tous ceux qui ont le sens de la justice. Ayant commis des milliers d'assassinats politiques sans jugement, aujourd'hui ils essayent de cacher ces monstruosité par des jugements, en faisant fièvreusement travailler les Cours Martiales, qui condamnent sans arrêt pour propagande et pour opinions politiques. On poursuit avec la même férocité ceux qui aident les persécutés et leurs familles. Le père ne peut plus secourir son fils et le frère son frère sans risque de mort. Les cruautés prennent de telles dimensions qu'on pourchasse la jeunesse estudiantine; les jeunes filles et les jeunes gens des gymnases sont entraînés devant les tribunaux, qui les condamnent à mort, les incriminant pour des faits dans lesquels ils n'en sont pour rien.

Les gouvernants bulgares n'épargnent non plus les intellectuels bulgares: des poètes, des avocats, professeurs, instituteurs, médecins et le clergé périssent innocents. De vieux parents et les faibles enfants des victimes restent sans nourrisseurs et sans protecteurs. L'argument qui consiste à dire que les meurtres politiques existent depuis toujours est un non-seus indigne d'un honnête homme. Il faut que l'humanité endeuillée et ensanglantée donne le signal d'alarme et élève sa puissante voix contre la barbarie, de quel côté qu'elle vienne.

Nous appelons le monde civilisé à une protestation énergique contre le régime sanglant bulgare; il faut exiger impé-

rativement: que cette honte de l'humanité qu'est le gouvernement bulgare s'en aille, afin que ce peuple ensanglanté et meurtri puisse vivre dans la paix et la liberté.

**A bas les assassinats politiques!**

**Vive l'amnistie générale!**

Pour l'Association des instituteurs socialistes aux écoles supérieures:

Professeur Hans Hahn.

Pour l'Association des avocats socialistes:

Dr. Richard Behr.

Pour l'Union républicaine d'anciens combattants et des victimes de la guerre:

Le président Uhl.

Pour l'Association de la communauté morale:

Dr. Kirner.

Pour l'Union des adversaires du service militaire en Autriche:

Madame Olga Misar.

Pour l'Internationale de la ligue féminine pour la paix et la liberté:

Madame Hélène Herzka

Dr. Alfred Adler; le professeur de l'Université Dr. Max Adler; Henri Barbusse; Charles Forest, acteur; Antoine Edhofer, acteur; Dr. Hugo Fischer, médecin; Dr. Marcel Friedmann, avocat; Dr. Oscar Fränkel, médecin; Madame Marie Goldcheid, vice-présidente de la ligue des femmes pour la paix et la liberté; Dr. Rodolphe Goldcheid, président de l'Association de la paix; Dr. Victor Hammerchlag, professeur de l'Université; Felix Harta, peintre; Dr. Max Jullig, professeur; Madame Erna Jullig; Madame Jua Kaous, littératrice; Dr. Kienzl, compositeur; Paul Klenau; Dr. Karl Maria Kohler, acteur; Dr. Oswald Richter, avocat; le professeur Alexandre Roller; Dr. Valentin Rosenfeld, avocat; Madame Eugénie Chvartzvald; Dr. Otto Seizel, avocat.

## La situation des réfugiés grecs

(Correspondance de Salonique.)

La guerre greco-turque de 1922 eût comme résultat la défaite de l'idée panhéliéniste et fût en même temps un coup sensible pour l'impérialisme anglais, une catastrophe pour les grecs d'Asie Mineure et de la Thrace orientale.

Des masses énormes de réfugiés suivirent dans la retraite l'armée de Constantin.

Le nombre de ces réfugiés est d'un million, errant à travers les champs macédoniens et thraciens.

Ils sont les hôtes indésirables de la bourgeoisie grecque, malgré qu'ils soient victimes de sa politique aventureuse et impérialiste.

Pour un petit Etat de cinq millions d'habitants, ils représentent un lourd fardeau, voilà pourquoi, tous les gouvernements qui se succèdent depuis trois ans au pouvoir en Grèce, sont obligés de s'occuper de la situation des réfugiés. Détachés de leur milieu, arrivés en Grèce sans moyens, les fugitifs ont pu être installés à l'aide de l'Etat grec, qui était obligé de les héberger car ils pourraient représenter un danger sérieux pour la souveraineté de la bourgeoisie. En effet, celle-ci les installait, mais au détriment de la population indigène surtout. En Macédoine, les réfugiés étaient installés dans les villages et les maisons des bulgares et des turcs qui étaient expulsés de leurs foyers, quoiqu'il y ait beaucoup de champs incultes et de terres appartenant aux gros propriétaires, aux églises, aux monastères et aux vakifs. \*)

On prit les magasins et les terres aux turcs et aux bulgares pour être donnés aux réfugiés. Il n'y a pas de maison villageoise en Macédoine, appartenant à des turcs ou à des bulgares — encore non expulsés — et à des juifs, dans laquelle des réfugiés n'y soient logés. De là proviennent les conflits entre les habitants locaux, de différentes nationalités et les réfugiés. Dans ces conflits, presque toujours les autorités étaient du côté des réfugiés et leurs organes les encourageaient même; elles comptaient par ce moyen expulser plus facilement la population indigène bulgare et turque et gagner les réfugiés. La situation de la population locale devint très difficile. Ainsi qu'il a été dit plus haut, étant donné que les réfugiés représentent un nombre énorme qui devait être gagné ou au moins neutralisé, les différents partis politiques se présentaient comme leurs amis et s'efforçaient d'alléger leur situation. Depuis trois ans les gouvernements grecs dépensent, avec l'appui de tous les partis bourgeois, des sommes considérables pour eux. Ils allouaient des crédits énormes; ils ont même fait un emprunt international pour munir les réfugiés d'habitations, de terres et de crédits.

La commission désignée pour le placement des réfugiés a publié dernièrement un compte-rendu de sommes dépensées pour eux, se montant à environ 2.500.000.000 drachmes. Comparés avec les moyens accordés par le gouvernement Tsankoff pour l'installation des réfugiés en Bulgarie, ces sommes paraissent considérables, mais vu les besoins d'un million et demi de réfugiés, ce n'est quand même qu'une goutte dans la mer.

Cependant, quelles que soient les mesures que pourrait prendre le gouvernement et malgré les promesses des hommes politiques, les réfugiés ne se sentiront pas dans leur nouvelle patrie aussi bien qu'ils l'étaient chez eux.

La Grèce des capitalistes, des banquiers et des spéculateurs n'est pas en état de trouver les moyens nécessaires pour faciliter la vie des réfugiés. Dans la crise financière et économique actuelle de l'Etat, ni le gouvernement de Michalakopoulos ni celui de Pangalos ne peuvent trouver ces moyens, — plusieurs dizaines de milliards de drachmes.

Le problème des réfugiés continuera à jouer un rôle important dans la vie politique et économique du pays. La Grèce des Michalakopoulos et des Pangalos n'est pas en état de résoudre ce problème. Ceux d'entre les réfugiés qui font confiance aux différents démagogues et charlatans politiques qui leur promettent de leur donner la terre, les magasins et les maisons des paysans et des artisans bulgares et turcs — seront convaincus bientôt qu'ils ne trouveront pas leur bonheur dans la lutte contre leurs frères des autres nationalités, mais en s'unissant avec eux dans la lutte contre les oppresseurs du peuple.

Le problème des réfugiés en Grèce ne pourra être résolu qu'avec un pouvoir des masses laborieuses, avec pleine garantie des droits pour toutes les nations; un pouvoir qui ne craindra pas d'user des moyens nécessaires contre ceux qui ont amassé leur fortune au détriment du peuple. Ce pouvoir expropriateur partagera les terres de l'Etat, des gros propriétaires, des monastères, des vakifs et non du pauvre paysan bulgare et turc; ce pouvoir sera celui des masses laborieuses de la Grèce et des Balkans, unies en une République Fédérative Balkanique.

Ce n'est que dans la Fédération Balkanique que le problème des réfugiés arméniens qui se trouvent en Grèce pourra être résolu, de même que celui des tcherkes de l'Asie Mineure qui sont réduits au rôle de gendarmes des propriétaires, des spéculateurs et des dictateurs fascistes grecs.

\*) Fondation religieuse, propriété d'une mosquée.

## Ce que fut le procès de Salonique

*L'épilogue de l'attentat de Sarajévo*

### L'effet d'une campagne.

La réponse de Belgrade à la campagne que notre organe mène sur les responsabilités de la guerre ne se fit pas attendre. La note qu'envoya le gouvernement des Serbes-Croates et Slovènes à la République autrichienne étonna si peu qu'on pouvait lire d'avance dans les numéros 20 et 21 de „La Fédération Balkanique“, de mai dernier, — consacrés presque en entier à la responsabilité du gouvernement serbe de 1914 dans le déclenchement de la guerre européenne, — la conclusion suivante, qui ne tarda pas à se vérifier :

„Que répondra M. Pachitch ?

Il fera demander à la République autrichienne l'expulsion des rédacteurs de „La Fédération Balkanique“, l'expulsion des émigrés qui libèrent enfin leur conscience.

Il accusera les uns et les autres de préparer à son roi le sort qu'il contribua lui-même à préparer à la dynastie Obrénovitch, massacrée en 1903.

Il dénoncera le péril bolchévick dans les Balkans.

Les honnêtes gens comprendront !“

La note eût la réponse qu'elle méritait et il est inutile d'y revenir pour le moment.

### Comment on prépare un crime.

Nous nous proposons de relater dans ses lignes générales les conditions dans lesquelles les hommes de la cour de Belgrade et le parti gouvernant, — le parti radical avec Pachitch en tête, machinèrent le procès de Salonique pour se débarrasser des chefs de la Main Noire, de ceux-là qui préparèrent l'attentat de Sarajévo et qui auraient, un jour ou l'autre, prouvé la complicité des gouvernants serbes.

La rivalité entre le parti radical et la couronne, d'une part, et la Main Noire, d'autre part, existait de longue date, mais elle était plutôt sourde et seuterraine, connue seulement des hommes politiques serbes. Ce n'est qu'en mai 1914, à la veille de la guerre européenne, que cette lutte longtemps contenue, éclata comme un éclair. Chacun se rendit compte de sa gravité et des conséquences qui pouvaient entraîner le pays à la guerre civile et le diviser en deux camps ennemis. Connue sous le nom de „lutte pour la priorité“, les radicaux prétendirent qu'il s'agissait de la priorité des éléments militaires sur les civils, mais en vérité c'était tout autre chose. Les membres de la Main Noire, révoltés par la corruption et les excès de toutes sortes que les autorités civiles serbes commettaient en Macédoine, ne pouvaient plus contenir leur indignation contre ces méthodes gouvernementales.

N'eût été la guerre qui venait, on ne sait pas les proportions qu'aurait pris cette lutte et celui qui aurait eu le dernier mot des deux adversaires.

1914 ! La partie n'était que remise, mais pas abandonnée. Les radicaux et le monarque cherchaient une occasion propice pour prendre une revanche éclatante et liquider définitivement l'organisation national-révolutionnaire „l'Unité ou la Mort“, devenue si puissante et si influente qu'elle portait ombrage aux représentants les plus qualifiés du régime, qui la craignaient plus que quiconque.

Jusqu'à la fin de 1915 toutes les forces étaient engagées dans la guerre et rien ne pouvait faire croire que la lutte reprendrait bientôt plus âpre que jamais, car tout semblait être oublié. Mais les radicaux et le roi avec sa camarilla n'oubliaient rien ; il y pensaient sans cesse.

A la fin de 1915 et au commencement de 1916, lors de la retraite de l'armée serbe par l'Albanie, alors que tout un peuple endurait les souffrances les plus cruelles, alors que périssaient de froid et de faim des milliers de familles, le roi Alexandre, Pachitch, Liouba Yovanovitch, Petar Jivkovitch, le colonel Jossip Kosstitch et l'actuel général Mirko Miros-

savlévitch formaient l'organisation appelée la „Main Blanche“, qui avait pour but de renverser l'Etat-Major général, — à la tête duquel se trouvait le généralissime Poutnik, membre de la Main Noire — et anéantir à jamais la redoutable Main Noire. Et pendant qu'on reformait l'armée serbe à Corfou, en même temps on remaniait de fond en comble l'Etat-Major général, d'où on chassait les officiers de la Main Noire, les faisant remplacer par ceux de la Main Blanche.

Quand les troupes serbes furent débarquées à Salonique, en mai et juin 1916, la Main Blanche, le président du conseil Nicolas Pachitch, le ministre de l'intérieur Liouba Youvanovitch et le roi, trouvant le moment propice, engagèrent à fond la lutte.

De mai à décembre 1916 on remplaçait les chefs de la Main Noire des postes supérieurs qu'ils occupaient dans les unités militaires. Tel fut le cas avec le colonel Milivojé Andjékovitch et d'autres officiers supérieurs.

Cette opération terminée, et l'Etat-Major général, le ministère de la guerre, l'intendance et tous les postes de commandements de l'armée sur le front étant occupés par les hommes de la Main Blanche, on commença au début de décembre 1916 à emprisonner les membres du comité central de l'Unité ou la Mort, composé de onze membres : le colonel D. Dimitriyévitich-Apis, l'incontestable et l'incontesté chef de l'organisation ; le colonel Milan Milovanovitch — Pilatz ; le lieutenant-colonel Vémitch, le colonel Tchéda Popovitch, Bogdan Radenkovitch, consul à Athènes, — les autres étant morts au front à leurs postes de combats.

Pour réaliser définitivement le plan machiavélique qu'ils s'étaient donnés, il ne restait plus au gouvernement serbe et à la nouvelle organisation la Main Blanche qu'à surmonter encore une difficulté : le commandement général de toutes les forces alliées du front de Salonique étant aux mains du général français Sarrail, il fallait le neutraliser, sinon l'avoir pour soi.

Or, juste à cette époque Joffre demandait le remplacement de Sarrail du front de Salonique ; l'antagonisme et les désaccords de ces deux généraux dataient depuis longtemps, mais il n'entre pas dans nos intentions d'en dire plus long, la question étant hors du sujet que nous traitons. Toujours est-il que le roi Alexandre intervint auprès du gouvernement français, y mettant toute son autorité royale, pour faire rester Sarrail à son poste, et il y réussit. Pour le remercier, Sarrail donna carte blanche au roi et au gouvernement serbe d'agir comme bon leur semblait contre la Main Noire. Ne rencontrant plus aucun obstacle, le conseil des ministres, à la date du 6 décembre 1916 et d'accord avec le roi Alexandre et la Main Blanche, décidait non seulement l'emprisonnement du comité central de l'Unité ou la Mort, mais aussi des autres membres influents de l'organisation. Le major Voulovitch, les colonels Toutzovitch, Lazarévitch, Madjarovitch, Mita Pavlovitch ; le lieutenant-colonel d'état-major Téodossiyévitch, attaché militaire à Athènes, le colonel Anta Antitch, etc furent emprisonnés.

Pachitch attendit la fin de décembre 1916 pour lancer le fameux communiqué, dans lequel il annonçait la découverte d'un complot des officiers supérieurs serbes qui voulaient trahir et rendre le front à l'ennemi. Cette ignominie était faite dans le but évident d'aigrir les Alliés contre la Main Noire, en même temps que le troupes serbes, chez lesquels les chefs de l'organisation jouissaient d'une grande popularité.

Mais cela ne leur suffisait pas ; les bourreaux qui avaient juré la mort de ceux qu'ils tenaient, enfin, sentaient eux-mêmes la légèreté de l'accusation gratuite contre des hommes dont le patriotisme était à toute épreuve. Comme ce n'est pas les scrupules qui peuvent les arrêter, ils inventèrent de toutes pièces une nouvelle accusation : un attentat qui aurait été commis sur le roi Alexandre Karadjordjevitch le 29 août 1916 !

Comme témoin à charge ils trouvèrent un individu prêt à toutes les sales besognes du nom de Traïko le Macédonien, qu'on avait fait sortir de la prison de Salonique, où il purgeait sa peine pour assassinat et vol. Cet individu avait pour devoir de certifier avoir vu Malobabitch — membre de la Main Noire — le 29 août à Ostrvo (environs de Salonique, endroit où aurait eu lieu l'attentat) tenant un fusil à la main. Au procès, Malobavitch démontra sans aucune difficulté qu'il ne pouvait pas être à cet endroit ce jour-là; il avait un alibi qu'on ne pût lui contester. L'enquête de la police française étant négative, on ne voulut pas la lire, malgré la demande du colonel Dimitriyéitch-Apis. Il n'y a que l'officier d'ordonnance du roi, le colonel Yourichitch qui prétendit avoir entendu siffler des balles autour de lui, alors qu'il se trouvait dans l'automobile avec le roi. (On sait que ce courtisan vient de se suicider dernièrement. Il a laissé une lettre dans laquelle il doit avouer son mensonge et les remords tardifs de sa conscience.)

#### Le procès et les exécutions.

Le procès fut une tragi-comédie d'un cynisme rare. Le tribunal militaire appelé à juger les accusés est trié au volet; n'en font partie que les hommes à tout faire du régime, capables de toutes les bassesses et de toutes les vilénies pour plaire à leur monarque et aux puissants du jour. Les conjurés du 29 mai 1903 étaient divisés: les uns au banc d'accusation, les autres membres du tribunal. Les séances du procès commencent le 23 mai 1917 et le jugement est prononcé au commencement de juin; l'exécution a lieu le 13 juin.

Les mots nous manquent pour qualifier ce procès, où on ne put relever aucun grief susceptible de condamner les accusés. Il suffira de dire qu'on traduisit les chefs de la Main Noire devant le tribunal militaire sous l'inculpation de trahison, et là on n'en souffla mot, mais on inventa un attentat inexistant qui se serait produit des mois avant leur arrestation. Comme témoins à charge, à part le colonel Yourichitch et Traïko le Macédonien, on fit comparaître l'agent-provocateur Milan Tziganovitch. Les faux-témoignages furent organisés par l'actuel député du parti radical Michailo Rankovitch, qui déposa aussi contre les accusés. Le colonel Dragoutine Dimitriyéitch-Apis posa la question suivante à ce dernier: „Le témoin M. Rankovitch m'a-t-il envoyé avant notre emprisonnement une lettre de ce contenu: „Cher Dragoutine, méfie-toi de tes amis autant que de tes ennemis.“

Le témoin répond affirmativement. „Et pourquoi donc“, demande de nouveau Apis?

„C'était un truc“ ripostait Rankovitch.

Quand on confronta Dimitriyéitch avec le provocateur Tziganovitch, le premier lui demanda „Tzigo!\* Tzigo! qu'as-tu besoin de tous ces mensonges?“ Pour toute réponse celui-ci blêmit, haussant nerveusement les épaules.

Les avocats furent nommés d'office; la défense était inexistante, ce qui fit dire au colonel Milan Milovanovitch, quand on lui désigna pour le défendre l'artiste Miyat Miyatovitch, du parti radical et officier de réserve: „Miyat, il vaut mieux que tu me chantes une chanson que de me défendre!“

Pendant tout le temps que dura cette ignoble mise en scène qui devait finir si tragiquement pour les accusés, le roi mandait son homme de confiance, l'actuel général et commandant de la garde royale P. Jivkovitch auprès de ceux-ci, leur demandant de ne pas mêler la politique aux débats et de bien se garder de parler de l'attentat de Sarajévo; par contre le mandataire du roi leur garantissait l'acquittement. Ce n'était qu'une perfidie de plus qu'il faut ajouter au compte du monarque et des gouvernants radicaux.

Le tribunal militaire prononçait un jugement aussi scandaleusement partial qu'impitoyable. Le tribunal militaire suprême confirmait quelques jours après les sentences capitales: Les colonels Dragoutine Dimitriyéitch-Apis, Milan Milo-

vanovitch, Lazitch, Vladimir Toutzovitch, Tchéda Popovitch, le major Voulovitch, le lieutenant-colonel Vémitch, le consul Bogdan Radenkovitch et l'ouvrier Malobabitch étaient condamnés à mort.

A 20 ans: le général Damian Popovitch; à 15 ans l'ouvrier Mouhamed Mehmedbatchitch, un des conspirateurs de l'attentat de Sarajévo.

Quatre de membres influents de la Main Noire qui commandaient l'armée de volontaires yougoslaves en Dobroudja, furent condamnés par contumace à 15 ans de prison: les colonels Bojin Simitch, encore en émigration, Goikovitch encore en prison, Srb fut tué en 1917 par les agents de Spalaikovitch, ministre de Serbie à Pétrograd et de Chainovitch, agent commercial et compagnon d'affaires de Pachitch, et le major Radoyé Yankovitch qu'on vient de gracier.

A peine le tribunal militaire eût-il prononcé les condamnations — préparées d'avance — le roi commençait à consulter divers hommes politiques se trouvant à Corfou, notamment le président du „Comité Yougoslave“ Troumbitch et les ministres du cabinet coalitionnaire Davidovitch, Drachkovitch et Voya Marinkovitch, tous les trois membres de l'opposition.

Sur la demande du roi s'il fallait fursiller les condamnés ou les gracier, Troumbitch lui répondit textuellement: „Altesse! si vous les fusillez, vous vous creusez votre tombeau; et quand vous retournerez en Serbie, il ne vous restera qu'à vous y enfouir.“ Troumbitch raconta cette conversation à son ami Mirko Petchar alors secrétaire du Ministère des Affaires Etrangères. Davidovitch conseilla au roi Alexandre de „les écarter de l'armée et attendre le retour au pays, et là on verra.“ Le roi le pria d'en parler avec son collègue Drachkovitch et de revenir ensemble le lendemain. Comme les deux ministres allaient pour lui apporter leur réponse, du cabinet du roi sortait le député radical Stoyan Protitch. Le roi les reçut en leur demandant: „Eh! que pensez-vous?“ — „La mort, en aucune façon.“ répondirent-ils. Alors le roi sortit par une porte, criant „Et vous aussi contre moi!“

Devant cette situation il ne restait plus aux deux ministres qu'à donner leur démission du cabinet, que le roi accepta. Voya Marinkovitch se solidarisa avec ses deux collègues.

Le roi Pierre atteint par la folie se trouvait à l'île Halkidikas; tout fou qu'il était il poussa quand-même son fils au crime, en lui télégraphiant: „Tue les criminels mon fils, car si tu ne les tue ils de tueront.“

La crise ministérielle fut résolue par la formation d'un gouvernement purement radical, dans lequel Stoyan Protitch eut le portefeuille des finances, en récompense d'avoir consenti à l'assassinat des innocents.

A l'aube du 13 juin 1917 on annonça la commuination à six condamnés, tandis qu'on menait à l'exécution, aux environs de Salonique, le chef de la Main Noire Dragoutine Dimitriyéitch-Apis, le major Voulovitch et l'ouvrier Radé Malobabitch. Comme Malobabitch protestait qu'on lui bandât les yeux, Apis ajouta ironiquement: „Laisse donc Radé, c'est aussi la loi serbe!“

Tous les trois moururent en braves aux cris: „Vive la Yougoslavie!“

Dimitriyéitch-Apis, l'homme du 29 mai 1903 qui fit venir au trône de Serbie la dynastie Karadjordjévitch emportait dans son tombeau trois balles de cette nuit sanglante, outre celles qui le criblèrent le matin du 13 juin 1917.

Nicolas Obarov

Le rédacteur en chef de la revue bien connue „Die Kriegsschuldfrage“ vient de consacrer une intéressante étude à l'attentat de Sarajévo. Nous reproduisons ci-dessous sa conclusion:

„En 1903, quand la clique militariste serbe tua le dernier Obrénovitch, tous les Etats européens, excepté la

\*) Czigo est le diminutif de tzigane, bohémien, N. O.

France, rappellèrent leurs représentants de Belgrade. Aujourd'hui qu'il est prouvé que Pachitch est complice de l'assassinat du prince héritier de l'Autriche, il serait compréhensible et du devoir des États perspicaces de rappeler leurs représentants de Belgrade, tant que Pachitch ne se retire pas volontairement, ou tant qu'il ne sera pas disculpé devant un tribunal international pour son travail de 1914!"

Alfred von Wegerer

„Die Kriegsschuldfrage“ 3. Jahrgang Nr. 6. de Juin 1925.

## Comment Tsankoff traite les réfugiés macedoniens

Nous avons eu maintes fois l'occasion de nous occuper de la situation des réfugiés macedoniens en Bulgarie.

Plus d'une fois, par des faits tirés des sources gouvernementales, nous montrâmes les négligences que le gouvernement de Tsankoff manifestait pour le sort de ces réfugiés.

Cette question revient sur le tapis avec l'arrivée de nouveaux réfugiés en Bulgarie. Dernièrement le parlement s'occupa de nouveau de leur situation.

Deux mille réfugiés arrivèrent ces derniers mois en Bulgarie; on en attend bientôt un nouveau contingent de 7.000 à 8.000.

Que feront ces gens, qui les installera?

Voilà la question que se pose avec raison l'émigration macedonienne en Bulgarie, et non sans inquiétude.

Les macedoniens expulsés de la Grèce l'an dernier ne sont pas encore installés. Ils continuent à errer, affamés et malades, d'un endroit à un autre du pays, sans que quiconque prenne leur sort en mains.

Le gouvernement Tsankoff s'occupe d'affaires d'une importance beaucoup plus grande; il „lutte contre les éléments subversifs“, il exécute les „conspirateurs“! Pour cette „noble tâche“ il a pu trouver quelques centaines de millions de levas, mais pour les réfugiés macedoniens, il n'a pas les moyens de les secourir.

L'Etat a prévu dans son budget de cette année la somme de 10 millions de levas pour pourvoir de terres les paysans bulgares pauvres et les réfugiés. Quelle ironie avec le malheur de ces pauvres gens, victimes de sa politique et de celle de ses prédécesseurs!

Une semblable conduite du gouvernement Tsankoff indigne jusqu'à ses amis macedoniens en Bulgarie.

Ils ont exprimé dernièrement leur indignation au parlement. Le Dr. Vi. Roumenoff, député du parti gouvernemental, macedonien, a soulevé cette question au parlement en décrivant le sort tragique des réfugiés macedoniens, l'insouciance des autorités et le danger que cette situation présente pour le gouvernement actuel.

„L'Etat ignore encore, a déclaré M. Roumenoff le nombre des réfugiés dans les communes, la quantité de terres sans propriétaires et appartenant à l'Etat, pour pouvoir établir le nombre des propriétés labourables. On ne sait même pas de combien de terres on dispose et combien de réfugiés peuvent y être installés.

„Si on ne prend pas des mesures immédiates, prévient mélancoliquement le député gouvernemental, ces réfugiés seront au désespoir, et vous savez où mène le désespoir...“

L'automne nous surprendra dans une situation pire que celle de l'an dernier; les réfugiés ne seront pas encore installés, ils envahiront les villes et rendront la situation des citoyens très difficile: ils deviendront des éléments insurrectionnels...“

L'organe de M. Malinoff s'écrie:

„Dans les gares de Svilengrad, de Katoumitza, de Monospitovo, des groupes de réfugiés attendent depuis des mois pour être installés. Les commissions d'un côté, l'administration d'un autre, donnent des ordres contradictoires. Le chaos persiste.“

Dans un même arrondissement fonctionnent 4 à 5 commissions, qui toutes s'occupent du placement des réfugiés, et ces derniers attendent toujours!

Au parlement on déclara que d'après l'institution même qui est chargée de l'installation des réfugiés, on a besoin pour les premiers temps de la somme de 600.000.000 levas et pour installation définitive il faut cinq milliards de levas bulgares.

600 millions de levas sont nécessaires et le gouvernement Tsankoff n'alloue que dix millions, dont la moitié au maximum sera employée pour les réfugiés macedoniens.

Le gouvernement Tsankoff peut trouver cette somme, et cela en levant l'état de siège dans le pays, en déstituant quelques milliers de détectives et d'officiers qui sèment la terreur, tuent les citoyens bulgares et les meilleurs fils du peuple ouvrier bulgare.

Il pourrait, conformément à la loi, prendre les sommes nécessaires chez les quelques millionnaires, fabricants de tabac, qui ont gagné en 1923 deux milliards de levas.

Cependant ce gouvernement d'assassins n'en fera rien!

Il ne peut pas améliorer la situation des macedoniens, parce que le gouvernement Tsankoff est le représentant des spéculateurs, des banquiers et des fascistes bulgares.

Nous avons souvent répété, dans les colonnes de notre organe, cette simple vérité. Les émigrants macedoniens du parti de l'Entente Démocratique n'ont jamais reconnu que le gouvernement bulgare ne s'intéresse pas au sort des réfugiés macedoniens. Ils ne le reconnaîtront jamais, car eux aussi sont des réactionnaires et des fascistes. Quoique les représentants éphémères de l'émigration et du peuple macedonien en Bulgarie, soient indignés de la négligence du gouvernement et de l'attitude de ses organes envers les réfugiés macedoniens, ils ne peuvent pas démontrer les véritables causes du mal, ni même les véritables moyens pour sortir de cette situation, parce qu'ils ne peuvent pas être contre eux-mêmes.

Cela pouvait être fait uniquement par Dimo H. Dimoff, tué lâchement par Protoguéroff et Tsankoff, car il était un véritable représentant des masses ouvrières bulgares et des paysans pauvres de Macédoine. Il y a un an qu'il prouvait, de la tribune du parlement, dans la presse et dans des réunions publiques le moyen par lequel les réfugiés macedoniens peuvent être secourus; c'est pourquoi il fut tué par le gouvernement Tsankoff!

Le problème des réfugiés macedoniens ne sera résolu qu'en annulant les traités de „paix“ injustes et la convention pour „l'émigration volontaire“, et cela ne sera possible qu'en concentrant les efforts de tous les opprimés des Balkans pour la lutte contre les gouvernements actuels.

Ce n'est que dans la lutte pour la conquête des libertés nationales et politiques, lorsque les peuples balkaniques conquerront le droit de déterminer eux-mêmes leur sort, et en se fédérant, que le problème des réfugiés sera résolu et que le peuple macedonien aura sa liberté.

Nous disons aux réfugiés macedoniens: le gouvernement sanglant de Tsankoff est non seulement l'ennemi du peuple ouvrier bulgare, mais aussi le vôtre, car vous êtes les frères des masses ouvrières bulgares. Vous ne pouvez vous attendre à rien de bon de ce gouvernement, ni des représentants officiels de l'émigration et du peuple macedonien en Bulgarie, car ils sont les laquais de Tsankoff, leurs mains sont souillées du sang de nos frères — les révolutionnaires macedoniens, les paysans, les ouvriers et les artisans bulgares. Vous pouvez être assurés que le problème des réfugiés ne sera résolu et que la Macédoine ne sera libre qu'en vous organisant ensemble avec les masses travailleuses macedoniennes en Bulgarie pour prendre en vos propres mains la direction des organisations des émigrants en ce pays, et enfin en luttant ensemble avec les ouvriers, les paysans et les artisans bulgares contre les décapiteurs bulgares et macedoniens

G. Kazanovsky

# PARTIE ALLEMANDE

## Die Politik Zankoffs gegenüber Jugoslawien und den Sofioter mazedonischen Revolutionären

Nach zweijähriger blutiger Regierung im Innern des Landes und vollständiger Desorientierung in der Außenpolitik beginnt die Regierung der Konspiratoren vom 9. Juni, heute im Bezug auf ihre Politik gegenüber dem benachbarten Jugoslawien, in die Fußstapfen Stambuliskis zu treten.

Nach glaubwürdigen Informationen aus Belgrad und Rom bessern sich die Beziehungen zwischen der Sofioter und der Belgrader Regierung von Tag zu Tag. Die diplomatischen Vertreter beider Länder arbeiten mit voller Kraft an der Ausarbeitung einer Plattform, die als Basis zu einem freundschaftlichen Bündnis zwischen Jugoslawien und Bulgarien dienen soll. Nach denselben Informationen ist diese Annäherung auf äußere Einflüsse zurückzuführen und die Verhandlungen zwischen beiden Ländern sind deshalb so weit gediehen, weil in kürzester Zeit eine Begegnung zwischen Nincic und Kaloff in Belgrad oder Nisch zur Besprechung der endgültigen Basis dieses freundschaftlichen Vertrages stattfinden wird.

Die grundlegenden Punkte des voraussichtlichen Bündnisses zwischen Jugoslawien und Bulgarien sind folgende:

**Jugoslawien wird die bulgarischen Aspirationen gegen Süden auf einen freien Zugang zum Aegäischen Meere unterstützen und die Häfen Dedeagatsch und Kavalla werden Bulgarien zugesichert. Bulgarien seinerseits läßt Jugoslawien freie Hand in Bezug auf die Basis von Saloniki und wird die These der jugoslawischen Minderheiten im griechischen Mazedonien unterstützen. Gleichzeitig wird auch ein Modus zur Lösung der mazedonischen Bandenfrage gefunden werden.**

In Nummer 1 der „Balkan-Föderation“ wurde das historische Manifest vom 6. Mai 1924 des ehemaligen Zentralkomitees der inneren mazedonischen Revolutionsorganisation abgedruckt. In diesem Manifest heißt es unter anderem:

„Die I. Maz. Rev. Org. erklärt, daß die heutige bulgarische Regierung Zankoffs, im Gegensatz zu den Anschauungen und Interessen ihres eigenen Volkes, eine offensichtlich antimazedonische und antibulgarische Politik führt, eine Politik, die nicht nur serbophil ist und die Teilung Mazedoniens gutheißt, sondern die auch neue Aenderungen auf dem Balkan auf Rechnung Mazedoniens vorbereitet. Die I. Maz. Rev. Org. warnt die Völker Mazedoniens, Jugoslawiens, Bulgariens, Griechenlands und Thraziens und macht aufmerksam, daß die Belgrader Regierung, gestützt auf ihre Verträge mit einigen europäischen Staaten, bezüglich der Teilung Kroatiens, Albaniens und Griechenlands, sich vorbereitet, ihre Eroberungspolitik gegen Saloniki auszubreiten, indem sie die Sofioter Regierung, unter Androhung der Okkupierung der bulgarischen Orte Pernik und Küstendil, gegen Kavalla zutreibt.“

Die Regierung Zankoffs scheint von diesen imperialistischen Perspektiven angelockt zu sein. Sie beginnt, die innere Maz. Rev. Org. und die mazedonische revolutionäre Bewegung, welche die ernstesten Hindernisse für die Verwirklichung dieser verbrecherischen Absichten sind, zu vernichten.“

Dies waren vor einem Jahre die Anschauungen der ehemaligen Mitglieder des Zentralkomitees der I. Maz. Rev. Org.: der ermordeten Todor Alexandroff und Peter Tschauloff und des noch lebenden Mitgliedes des jetzigen Zentralkomitees Protogeroff.

Vor beiläufig zwei Monaten hat der neue Diktator der Sofioter In. Maz. Rev. Org. Iv. Michaeloff, mit einem theatralischen Aplomb vor dem Korrespondenten Nemanoff des russischen Kadettenorganes Miliukoffs „Poslednia Novosti“ erklärt, daß die mazedonische Organisation fest auf ihren alten erprobten Positionen steht, daß sie nichts mit den Taten der Regierung Zankoff gemein hat und daß, wenn diese Regierung der schädlichen Politik Stambuliskis im Bezug auf Mazedonien folgen würde, die I. M. R. O. nicht eine Minute zögern würde, einen offenen Kampf gegen Zankoff zu beginnen, so wie sie früher auch gegen Stambuliskis gekämpft hat.

Seit der Veröffentlichung des Mai-Manifestes ist mehr als ein Jahr vergangen. Im Laufe dieses Jahres hat die Regierung Zankoff bereits einige Male die Interessen Mazedoniens verraten, ohne daß dies jedoch irgendeine Reaktion seitens der Sofioter Autonomisten hervorgerufen hätte. Im Gegenteil: die letztere versorgt auch weiter systematisch die reaktionäre Regierung mit dem nötigen Kader von profes-

sionellen Kopfabsehneidern, die sie in ihrem Kampf gegen das bulgarische Volk benötigt.

Heute befindet sich die verräterische Politik der Regierung Zankoff gegenüber den mazedonischen Interessen auf ihrem Höhepunkt: wir sind jedoch tief überzeugt, daß die Organisation der Vrchovisten auch dieses Mal in voller Resignation verharren wird. Sie wird sich vielleicht bemühen, ihr Vorgehen mit dem Sophismus zu entschuldigen, daß es vom mazedonischen Standpunkt aus besser ist, wenn alle mazedonischen Länder sich vereint unter serbischer Macht befinden, als wenn sie weiter dem griechischen Einfluß ausgesetzt blieben. Diesen Standpunkt haben die Autonomisten während der Regierung der Agrarier nicht eingenommen.

**Die Wahrheit ist, daß unzählige Verbrechen Zankoff mit der autonomistischen Bande verbinden und daß die autonomistische Maifia ihren Schülern gegenüber — den Faschisten und Militärorganisationen von der Gattung des „Kubrat,“ die heute zum Unglück die faktischen Führer des Schicksals Bulgariens sind — machtlos ist.**

D. Pilgrim

## Hermann Wendel über das Attentat von Sarajevo

Seitdem die Erörterung der „Kriegsschuldfrage“ in den Brennpunkt des öffentlichen Interesses gerückt ist, meldeten sich zwei Männer Europas, nicht etwa um „die Verteidigung der Selbständigkeit des kleinen Serbiens im imperialistischen Weltkriege“ zu führen, sondern um die unmittelbare Schuld des Ministerpräsidenten Pašić und des Königs Alexander, begangen durch ihre Mitwisserschaft an dem Sarajevoer Attentat und ihr Verbrechen der anbefohlenen Ermordung des Obrsten Dimitrijević-Apis im Saloniki-Prozeß zu verschleiern. Diese beiden Europäer sind der Engländer Seton Watson und der Deutsche Hermann Wendel. Seton Watson ist ein verkappter Vertreter einer englischen Kapitalistengruppe, die ihr Kapital in die noch nicht entwickelten, aber reichen industriellen Unternehmungen Jugoslawiens zu investieren wünschen. Hermann Wendel ist ein politischer Agent und direkter Vermittler zwischen dem Stinnes-Konzern und der jugoslawischen Regierung zwecks Ankauf deutscher Industrieartikel.

In der Diskussion der „Kriegsschuldfrage“ hat Seton Watson sehr vorsichtige Töne angeschlagen. Als die „La Fédération Balkanique“ in letzter Zeit unbestreitbare Tatsachen über diese Frage publiziert hat und zwar: daß um das Attentat von Sarajevo der damalige Gesandte in Belgrad Graf Hartwig, der russische Militärattaché Artamanov der Ministerpräsident Nikola Pašić und der jetzige König Alexander genaueste Kenntnis hatten, zeigt sich bei dem raffinierten englischen Journalisten ein strategischer Umschwung seiner bisherigen Taktik, während Hermann Wendel blind und unüberlegt dahinstürmt die Schuldigen Pašić und König Alexander eifrigst verteidigt.

In der Nummer 183 vom 6. Juli 1925 der Wiener „Arbeiter-Zeitung“ hat Herr Herm. Wendel einen Artikel unter dem Titel „Das Attentat von Sarajevo“ veröffentlicht. In diesem Artikel schreibt er über alles mögliche nur nicht worüber er eigentlich schreiben müßte. Er attackiert jeden, der seiner persönlichen Gesinnung nicht entspricht und verkündet, daß die Zeitschrift „La Fédération Balkanique“ ein bezahltes Organ der Sowjets sei.

Auf diesen ganzen Galimatias und auf all diese alten Papageienlieder unserer Widersacher wollen wir hier gar nicht antworten, sondern wir werden uns nur mit jenen Stellen beschäftigen, die sich auf die Behauptung unserer Zeitschrift „L. F. B.“ beziehen.

Herr Hermann Wendel schreibt folgendes: „Aber wenn in der Zeitschrift „La Fédération Balkanique“ die der bolschevistischen Revolutionierung des europäischen Südostens dient, ein gänzlich Unbekannter des Namens oder vielmehr Decknamens Nikola Nenadović ohne den Schatten eines Beweises auftaucht, daß neben dem russischen Gesandten Hartwig der damalige serbische Thronfolger Alexander und der Ministerpräsident Pašić um das Attentat gewußt und später sein Anstifter den Obersten Dimitrijević durch Meuchelmord beiseite zu schaffen versucht hätten usw. . . .“

Der Artikel Nikola Nenadović „Die Geheimnisse der Belgrader Kamarilla“, über den Herr Hermann Wendel sich so sehr entrüstet, erschien am 1. Dezember 1924 in der Nr. 9 der „L. F. B.“. Zwei Tatsachen sind es, die Nenadović in

seinem Artikel festgenagelt hat und die Herr **Hermann Wendel** widerlegen möchte.

Erstens, daß um das Attentat von Sarajevo der damalige russische Militärattaché **Artamanov** der russische Gesandte in Belgrad **Hartwig** Ministerpräsident **Pašić** und der jetzige König **Alexander** gewußt haben.

Zweitens, daß der König **Alexander** und der Chef seiner königlichen Leibgarde General **Petar Zivković** und der damalige Innenminister **Ljuba Jovanović** ein Attentat auf den Obersten **Dimitrijević** vorbereitet haben indem sie drei Freiwillige zur Ausführung des Attentates engagiert haben.

Die Tatsachen, daß die obzitierten offiziellen Persönlichkeiten der russisch-zaristischen und der jetzigen jugoslawischen Regierung stets genauest informiert waren, bestätigt einer von den intimsten Freunden und Mitarbeitern des ermordeten **Dimitrijević-Apis**, der gewesene serbische Oberst **Božin Simić** in einem Interview, daß er dem französischen Publizisten **Viktor Serge** gegeben hat und das in der französischen Monatschrift „Clarte“ vom Mai 1925 wie auch in der Nummer der „L. F. B.“ 20/21 erschienen ist.

Interessant ist, daß Herr **Hermann Wendel** die Nummern 20/21 der „L. F. B.“ vom 31. Mai, die dem Attentat von Sarajevo und dem Prozeß von Saloniki gewidmet sind, gänzlich ignoriert hat. Wir raten Herrn **Hermann Wendel** diese Nummer und insbesondere die Artikel von **M. Vladimirov** und **N. Mermet** gründlich zu studieren. In diesen beiden Artikeln wird er unbestreitbare Tatsachen über das Verbrechen Königs **Alexander und Pašić** finden.

Was nun die zweite geschilderte Tatsache anbelangt, die Herr **Hermann Wendel** gleichfalls widerlegen möchte, so dürfen wir vorläufig noch nicht alle Einzelheiten der Öffentlichkeit übergeben. Wir können heute nur soviel sagen, daß der König dem General **Petar Zivković** befohlen hat, 20.000 Golddrachmen den drei Freiwilligen die das Attentat auf **Dimitrijević** ausführen sollten, zu bezahlen, was **Zivković** tatsächlich auch durchgeführt hat. Ueber die weiteren Einzelheiten können wir Herrn **Hermann Wendel** nur mündlich berichten.

Endlich, um Herrn **Hermann Wendel** die Ueberzeugung beizubringen, daß um das Sarajevoer Attentat der Militärattaché **Artamanov** der Gesandte **Hartwig**, **Pašić** und König **Alexander** gewußt, daß sie ein Attentat auf den Obersten

**Dimitrijević** vorbereitet haben, schlagen wir Herrn **Hermann Wendel** folgendes vor:

Herr **Hermann Wendel** möge den Vorschlag **Vladimirov** den dieser in seinem Artikel „Weshalb verlangen wir die Revision des Saloniki-Prozesses“ in der Nummer 20/21 der „La Fédération Balkanique“ formuliert hat, aufgreifen, nämlich: es solle sich ein internationales Komitee jener Leute konstituieren, die sich mit der Kriegsschuldfrage beschäftigen und das die Aufgabe haben wird, eine Revision des Saloniki-Prozesses durchzuführen.

Wenn wir diese beiden Tatsachen, die Herrn **Hermann Wendel** so unangenehm berühren vor dem Komitee nicht beweisen können, sind wir bereit nicht nur uns selbst Denunzianten und Verleumder zu heißen, sondern auch jede Satisfaktion die Herr **Hermann Wendel** von uns verlangen möchte, zu geben.

Wenn wir aber unsere Behauptungen beweisen, verlangen wir von Herrn **Hermann Wendel** nur eine Kleinigkeit:

Er soll die Wahrheit vor diesem Komitee sagen, aus welchen Anlaß er als ein überzogter Republikaner direkt den König und Nikola **Pašić** und nicht das Recht des serbischen Volkes und seinen Kampf um die Befreiung vom Joche der Monarchie, verteidigt.

Das Ziel unseres unabhängigen, nicht einzuschüchternden Kampfes zur Aufklärung der Wahrheit über das Sarajevoer Attentat und über den Prozeß von Saloniki ist folgendes:

1. Oberst **Dimitrijević** hat das Attentat von Sarajevo organisiert. **Pašić** und der König hatten genaueste Kenntnis davon, wollten es aber nicht verhindern. Nach dem Geständnis **Stojan Protić** wurde Oberst **Dimitrijević** wegen des Attentates von Sarajevo erschossen.

Da Oberst **Dimitrijević** als Organisator des Attentates von Sarajevo es mit seinem wertvollen Leben bezahlen mußte, so verlangen wir, daß die Mitschuldigen — der König und **Pašić** — ebenfalls bestraft werden.

2. Wir verlangen laut dem in Paris gedruckten, von hundert Intellektuellen unterschriebenen Manifest, das an der Spitze den Namen des bekannten französischen Schriftstellers **Viktor Marguerite** trägt, daß der Vertrag von Versailles annulliert wird.

Das ist unsere Antwort an Herrn **Hermann Wendel**.

N. Nikolić

## PARTIE CROATE

### Hrvati i balkanska federacija

#### Hrvati i hrvatska samostalna država

U našem prvom članku „Hrvati i Balkanska federacija“\*) mi smo spomenuli „hrvatsku samostalnu državu“ kao jednu moguću soluciju hrvatskog pitanja. Šta više naglasili smo, da ogromna većina Hrvata ovo riješenje smatra **neizbježivom potrebom i jedinim mogućim riješenjem** političkih i ekonomskih problema, koji tangiraju životne interese Hrvata.

Većina hrvatskih stranaka stoje na stanovištu političke nezavisnosti Hrvata, **Stjepan Radić** n najvećoj mjeri zahvaljuje svoje uspjehe n hrvatskom narodu, što je od početka stalno naglašavao, da je samostalna i nezavisna hrvatska republika alfa i omega njegovog političkog djelovanja. On je na famozni zaključak hrvatske inteligencije u hrvatskom saboru od 29 oktobra god. 1918, kojim se Hrvatska sjedinjuje sa kraljevinom Srbijom odgovorio, da on (**Stjepan Radić**) razumije taj zaključak gospode u hrvatskom Saboru, ali da taj zaključak neće razumjeti hrvatski narod i zato će pregaziti njegove branióce i začetnike. Kako se danas vidi, bio je gospodin **Stjepan Radić** bolji prorok u 1918 nego političar i državnik u 1925 god.

U smislu potpune hrvatske nezavisnosti djelovahu književnici i učenjaci, povjesničari i pravnici. Svi obradivahu hrvatsku političku prošlost i naglašavahu potrebu potpune narodne samostalnosti kao uslov za kulturni i ekonomski razvitak Hrvata. Široki slojevi narodnih masa osjećahu u mislima njihovim svoje vlastite želje i tako zavlada među Hrvatima sveopće uvjerenje, da je Hrvatska bila država i da

\*) Vidi broj 16 „Balkanske Federacije.“

to i u budućnosti mora ostati kao nužna pogodba za razvitak Hrvata i kao jedino sredstvo, da na sjevernom dijelu jugoistočne Evrope zavlada mir, toliko potreban narodima srednje i jugoistočne Evrope.

Mi ćemo u ovom članku ispitati mogućnosti takovog riješenja hrvatskog problema i izneti razloge koji čine gotovo nemogućim takovo riješenje i pokazati, da u današnje industrijsko i trgovačko doba „samostalna i neovisna hrvatska država“ ne odgovara interesima ogromne većine Hrvata.

Težnja Hrvata za potpunom državnom samostalnošću sasvim je razumljiva i za one koji poznaju politički život Hrvata nikakva novotarija. Zato političko nezadovoljstvo u državi S.H.S. nije posljedica mržnje protiv Srba nego općeg uvjerenja hrvatskog naroda, da on nije „kod kuće“ i da je nestalo i zadnjeg traga hrvatske državnosti, koju su Hrvati uz najteže neprilike i sa nadčovječanskim žrtvama čuvali vijekovima protiv navala Turaka, Magjara, Habsburgovaca i Venecije. Sa bolom i ponosom ponavljala se puna četiri vijeka: reliquiae reliquiarum...

Hrvati su ove godine proslavili milijenarij svoje državne samostalnosti, kada su nakon dugih plemenskih borbi sa obje strane dinarskih planina, razdijeljeni po svojim slovenskim tradicijama u razna plemena stvorivši najprije „Bijelu“ i „Crvenu Hrvatsku“, pa banovinu između Drave i Save — uspjeli da ostvare jedinstvenu državu i krunjenjem prvog kralja na solinskom polju (925) da udjuu „krsćansku zajednicu evropskih naroda“ i da osiguraju sebi na taj način međunarodni pravni karakter hrvatske države.

U dugom razdoblju (925—1918) hrvatski narod je ostao pored svih nedaća vjeran svojoj zavjetnoj misli, da stvori sebi

svoj dom i da u njemu on bude jedini i vrhovni gospodar. On je taj ideal imao neprestano pred očima iako je pravio u razna vremena i u raznim prilikama kompromise, koje je tražilo vrijeme i koje je zahtijevao nužni razvoj političkih događaja. Veliki hrvatski učenjak Nikola Tomašić, pravnik i historičar, iznio je u svom odličnom djelu „Pacta Conventa“ neoborive dokaze, kako su Hrvati u najtežim prilikama njihovog političkog života znali sačuvati više ili manje — prema odnosu sila — atribute svoje državne individualnosti. Bilo je to u danima nakon propasti narodne dinastije 1102, u času izbora Habsburgovaca 1526. za hrvatske kraljeve i prigodom sklapanja državno-pravnog ugovora sa Magjarima 1868. Hrvatski pravnik profesor Pliverić, zatim njemački teoretičari Jellinek i Bematzik, zatim Francuz Soiseau, pa česki naučenjak profesor Kodlec zapažaju to nastojanje Hrvata, da svuda provode stare devize borbe za samostalnost Hrvatske. Borbe za oslobodjenje protiv turske najezde, političke borbe na zajedničkim saborima protiv nadmoćnosti Madjara, pobune protivu centralističkih težnja bečkoga dvora imale su uvek isti cilj: nezavisnost Hrvatske.

Medjutim čitava ova politička ideologija Hrvata ostatak je samo historijskog romantizma, plod feudalnog sistema i čisti primjer **teritorijalnog principa**. Nacionalna slika religioznog principa u kasnijem srednjem vijeku. „Cuius regio illius religio“.

Demokratski i nacionalno doba iza francuske revolucije slomilo je teritorijalni princip i podiglo **personalni princip samoopredjeljenja**; stavilo je pojedincu pitanje: Tko vas je postavio sucima nad nama? Većina Hrvata ne osjeća te promjene u strukturi svijeta i čezne za svojim banovima staležima i redovima.

Ali to je samo želja koja se ne može ostvariti. Geografski položaj Hrvatske veoma otežava učvršćenje njezine političke samostalnosti. Dugi i neplodni lanci dinarskih planina dijele plodne slavonske ravnice od srca Hrvata — od mora. Tri četvrtine zemlje, u kojoj u pretežnom broju žive Hrvati je područje Krasa i kao takovo gotovo nemoguće za agrarno gospodarstvo i nikako u stanju, da pre- ranjuje suvišak pučanstva.

Rijeke u Hrvatskoj, koje utiču u Jadransko More nijesu plovne i nemaju velike važnosti za život i saobraćaj u tim krajevima, plovne rijeke teku transversalno kroz zemlju i ne služe najbolje gospodarskim potrebama zemlje.

Isto tako težak je položaj Hrvata u ekonomskom pogledu, a taj položaj kao i geografski onemogućuje stvaranje samostalnog ekonomskog subjekta. Zemlja je i narod u pretežnoj većini agrarna, a kako spomenusmo Hrvati

žive većinom u kraškom kraju, a taj kraj nije pristupačan jačoj agrarnoj produkciji. Zemlja osim toga ne obiluje nalazištem ugljena i željeza, a siromašna je kapitalom da bi mogla sama po sebi izrabljivati vodene snage. To je uzrok, da je pred rat sama Hrvatska i Slavonija davala veći broj iseljenika koji podjoše u strani svijet da potraže novu egzistenciju, negoli cjelokupni njemački imperij.

No sve kad bi i geografski i ekonomski samostalna hrvatska država bila i moguća, nju bi onemogućila unutrašnja politička struktura Hrvatske i njezin vojničko-politički položaj prema imperijalističkim susjedima.

Na teritoriju koga Hrvati svojataju za svoju nacionalnu državu živi 1.500.000 Srba uz ostale narodnosti i ta jaka trećina pučanstva neće rado ni lako snositi jaram hrvatske nacionalne države. Te će narodnosti poduzeti sve da stresu sa sebe taj jaram i jaka bi iridenta dovela Hrvatsku do rasula.

Vojnički i ekonomski, bi bila hrvatska država ovisna o dobroj volji svojih susjeda. Duga i razvijena njezina obala zahtijevala bi jaku odbranu. Njezin položaj iskoristili bi madjarski imperijalisti, da je upotrebe kao svoj put na Jadransko More a Italija kao ekonomski i vojnički jaka sila, kao svoju vojničku i ekonomsku koloniju za „pénétration pacifique“ na Balkan.

Samostalna hrvatska država bolovala bi i propala u svojoj samostalnosti i političkoj neovisnosti, jer bi u strahovanju pred unutarnjim pobunama svojih iredentističkih manjina i pred strahom zaočuvanje svoje političke samostalnosti morala svu svoju snagu i gospodarsku moć upotrebljavati na vojničku odbranu zemlje.

S tih razloga ne vrijede primjeri, koje navadjaju hrvatski političari kao odbranu svoje teze da su i Danska i Finska i Norveška malene zemlje, pa da ipak uspijevaju na sreću tih naroda i da su kulturni faktor progresa, a ne samo kasarna odbrane prividnog državnog suvereniteta.

Svi ti razlozi možda su djelovali i nesvjesno, da su Hrvati sve od 1102. tražili oslonca na veće ekonomske i socialne skupine i nastojali u tom sklopu sačuvati svoj narodni i državni individualitet pošto im nije bilo moguće održati svoju potpunu političku samostalnost.

U kratko naše je mišljenje da jedna slobodna nezavisna hrvatska država nije moguća, i da je na taj način nemoguće riješenje ekonomskih i kulturnih interesa Hrvata. Nezavisna, ona bi ekonomski ostala slaba i nerazvijena, a politički i vojnički bila bi u rukama jačih susjeda. Hrvatski radnici i seljaci nemaju interesa za takovo riješenje hrvatskog problema.

(Nastavak slijedi.)

Zagreb

H. Dalmata

## PARTIE ALBANAISE

Prej Kosoves na erdhi kjo çpallje që po botojm këtu poshtë:

### Proklamatë

#### Kosovarë,

Sikur me mujtë me i shtië me folë zallinat e Jemenit, gurët e fortesave të Beligradit, kodrinat e Plevnës apo krejt skrepat e Ballkanit, kishte për t'na hyë mnera: **do të na dukejë sikur shofim një lum prej gjakut apo një bjeshkë prej eshtnash e prej krënash!...** Vetem këto dy fjalët e fundit mund t'a shkurtuin ma së miri historin t'anë të vjeter për deri më 1880.

Më ket kohë, kur kongresi i Berlinit vendosi t'a coptoj Shqipnën, populli i yne mujti me kuptue që psimet e tij nuk kishin sherbye, veç se për t'a rânjue sundimin e të hujve dhe kerkoj një rrugë të ree e cila të siguroj vetem e vetem lirinë kombtare. Prej këtij mendimi të ri leu Lidhja e Prizrenit. Aty, në Prizren, në ket skutë të Kosovës, Shqipnia e Ree u betue

mbi armët e veta dhe i tha botës mbarë: „**Jo, nuk do të hyë në varr si një qyqar! Dekë do të me gjëjë me pushkë në dorë!...**“

Forcat armate të komandume prej kësaj Lidhje e hudhen poshtë vendimin e kongresit të Berlinit dhe e ndaluen kryekput coptimin e atdheut t'anë. Por, kur u desht me i dhënë fund sundimit të Sulltanit, Lidhja e Prizrenit u shkatrue, sidomos për këto dy arsyna kryesore:

1. Pse një pjesë e paris së Kosovës e të Shqipnis u mashtruen me rydhe e me nishane që i u premtot Stamolla dhe trathtuen besen e dhënme.

2. Një pjesë e popullit të vogel u hoq prej Lidhjes për t'i mbet besnik asaj pariye që trathtuen Lidhjen.

Oysh më ket dakikë fushat t'ana u transformuen më një lamë luftet, e nder malet t'anë ma se tridhet viet rresht (1880—1912), gjimuen topat mixorë të pushtusit: fika na u kerçue pa pra, vargu i dëshmorve mrriu më një numër të mnershëm, e Kosova e shketë njehi në tym e në flakë...

Por, ma në fund, pushtusi i lshoi armët, e Shqipnis trime i u vue në krye dafina e ngadhnimit (1912).

#### Kosovarë,

Mû në ket kohë, kur besuem se robnia e Sulltanve morri fund në Shqipni, fati randoi keqas kundra nesh: ushtrit barbare të Nikites, të Pjetrit, të Ferdinandit e të Konstantinit u shtrin ndeper krejt Shqipni dhe kerkuen t'a pergatitin fermamin e dekes s'onë: katundet t'anë u rrafshuën, gra, tëmij pleq u therren pa pikë mëshiret, e Vardari, skuç prej gjakut të Kosovarve, i bajti kah Selaniku e me javë trupat e tyne të coptuem me syngi... Me mia trima, në za për kah pushka e burrnia, u vrane trathtisht; vendi ynë psoi një jetë ferri e aty, në Kosovë, ku shkelyen motti armët e fatosave, filloi me frye një erë aklli mneret e shkretijet (1912—1913). Kështu ra Kosova... Por, bashk me ta u ndigjue, për të parën herë, një hrorori:

#### „Rrnoft Shqipnia e lirë, rrnoft Kosova Shqiptare!...“

Pra luftat, theorit e vujtjet t'ona nuk shkuen huq; pse u krijue një Shqipni e lirë e rreth saj u permblodhen krejt shpresat t'ona për një Kosovë të librume.

#### Kosovarë,

Fati dredhoi dhë një herë kundra nesh, e kjo Shqipni kaq shtreitas e fitume, u bâ një çerdhje intrigash, trathtinash e mixorinash: Pashiçi i Serbis mujti me gjetë më të klysha të rezikshëm, dhe Esad Toptanin e sod Ahmed Zogun (1914—1925). Pra, edhë kjo e shkreta Shqipni, mbas ma se dhet vjet vujtjesh, ra nën kthetrat e ma të poshtrit sherbtuer qi ka Pashiçi në Balkan...

Ja këtë shkurtas shka na bâni Zogu i Mates: i poshtnoi, i vrau e i dëboj me armë serbe krejt patriotët e Shqipnis; dogji, fiku dhë koriti me mija shpi shqiptare në zâ; lâ në rrugë të madhe krejt djelmënin e, ma në fund, me një tubë katilash e hajnash, ndeper shpellat e Malcis së Gjakoves, vrau Bajram Currin.

Plaku i Kosoves, mbreti i besnikis shqiptare, fatosi ma i permendun i rilindjes s'onë kombtare nuk ash mâ: ay, për me prue në vend nderen e Shqipnis së Lirë e për mos me i trathtue traditat heroike të Kosoves, plumbin e mbramë të pushkes se vet i a fali vedit... Poh, Bajram Curri vdiq si burr, tamam ashtu sii kishte hije, e, tue bâ ket dekë t' ushtarit, na kallxoj shum mirë se shka duhet bâ e çfarë zemre çeliku duhet pasë kur ndera e Shqipnis shkelet.

#### Kosovarë,

Permbldhuni pra rreth idees se nalt, për të cilen Bajram Curri, kreu ma i nalt i Komitetit t'Ynë luftoi dhë vdiq. Pse, në ket botë, vetëm ideja nuk vdes e pse, as plumbat e trathtorve, as intrigat e Pashiçit nuk kan sesi t'a mbain në robni popullin e Kosoves: „Popujt duhet t'a keen lirin e tyne; pra, Kosova do të lirohet dhë bashk me Shqipnin tjetrë do t'a gzoj independencen e vertetë kombtare...“

T'i jepim besen shoqishojt, t'i permblehim fuqit t'ona rreth ketij qellimi të nalt e të hecim gjithnji perpara, pse,

E drejta asht me nee!...

Kosovë, Maj 1925.

KOMITETI I KOSOVES

## P A R T I E B U L G A R E

### Как правителството на Цанков третира македонските бежанци

Na неколку пъти ние сме имали случай да се занимаваме с положението на македонските бежанци в Бългрия. С данни, черпени от правителствени източници, не веднаж ние сме посочвали на безгрижието, което правителството на Цанков проявява към съдбата на тия изгнаници.

С новите пристигания на македонски бежанци в Бългрия, тоя въпрос доби отново актуелност. В последно време парламента пак се занима с положението на бежанците.

Нови маси бежанци — 2000 души — са пристигнали в последните два месеца в Бългрия. В скоро време се очакват да пристигнат нови партии — 7000 до 8000 души.

Какво ще правят тия хора? Кой ще ги настаня?

Ето въпросите които си задава с трепет македонската емиграция в Бългрия. И основателно.

Изгонените миналата година от Гърция македонци още не са настанени. Те продължават да скитат голи, боси, гладни, болни от едно место на друго. И никой не се грижи за тях. Правителството на Цанков е заето с много по-важни държавни работи — то се »бори с размирните елементи«, то екзекутира »конспираторите«. За тая »благородна задача«, виж, то намира необходимите средства. То можа да намери няколко стотин милиона лева за да се бори срещу »конспирацията«, а за македонските бежанци, то нема средства. В тази годишния бюджет на държавата, то е предвидело 10 милиона лева за снабдяване с земя безимотните и малоимотни български селяни и за бежанците! Каква гавра с нещастieto на тия хора, жертва на неговата политика и на тая на неговите предшественици!

Това поведение на правителството на Цанков е възмутило дори неговите приятели македонци в Бългрия.

Израз на това възмущение те са дали неотдавна в парламента. Д-р Вл. Руменов, депутат от правителствената

партия, македонец, е повдигнал въпроса в парламента, като е описал трагедията на македонските бежанци, безгрижието на властта и опасността, която това положение представлява за сегашното правителство.

»Държавата още не знае, заявява г. Руменов, в кои общини колко бежанци има, колко безстопанствени общински и държавни земи има, за да може да се установи фонда на Дирекцията на трудовете земеделски стопанства. Не се знае приблизително даже с колко земя може да се разполага и колко бежанци могат да се настанят.

»Ако не се вземат бързи мерки, меланхолично предупреждава правителствения депутат, тая бежания ще дойде до отчаяние, а вие знаете до къде води отчаянието...

Есента ще ни завари в по-лошо положение от миналата година, бежанците нема да бъдат настанени, ще нахлуят в градовете и ще затруднят положението на градското население: те ще бедат един немирен елемент«...

»Но гарите Свиленград, Катунца, Моноспитово с месеци чакат групи бежанци за да бъдат настанени. Комисиите дават едни нареждания, администрацията други; създаден е пълнен хаос«, се провиква вестника на г. Малинов.

В един и същ околийски център функционират 4—5 комисиони, които все с настаняването на бежанците се занимават. И бежанците все още не могат да бъдат настанени!

В парламента се изнесе, че по сведения на самото учреждение, което е натоварено да се грижи за настаняването на бежанците, нуждни са, за първо време 600 милиона лева, а за окончателното им настаняване трябва пет милиарда български лева.

600 милиона лева са нуждни, а правителството на Цанков отпуска 10 милиона, от които най-много пет милиона лева ще бъдат употребени за македонските бежанци!

Правителството на Цанков може да намери тази сума. Само като се вдигне военното положение в страната, като уволни неколкото хиляди детективи и офицери екзекутори,

които всеват ужас вред българските граждани и убиват най-добрите синове на българския трудов народ, то ще намери тая сума!

Само като обложи, съгласно закона, неколкото тютюневи милионери, които в 1923 г. са спечелили два милиарда лева — то ще има 600 милиона лева!

Но правителството на убийците на българския народ нема да направи това! То не може да подобри положението на прокудените македонци, защото правителството на Цанков е представител на българските спекуланти, банкери и фашисти.

Ние често сме изтъквали в колоните на нашия вестник тази проста истина. Македонските емигранти от партията на Демократическия Сговор никога не са признавали, че българското правителство не се интересува за съдбата на македонските бежанци. Това те никога нема за признаят, защото и те са реакционери и фашисти като него.

Случайните представители на македонската емиграция и народ в България, колкото и да се възмущават от безгрижието на правителството и от неприязненото отношение на неговите органи към македонските бежанци, не могат да посочат истинските причини на злото; те не могат да посочат истинските средства за неговото изкореняване. Защото те не могат да бъдат против себе си.

Това можеше да стори само един Димо Х. Димов, подло убит от Протогеров и Цанков, понеже той беше истински представител на българските работни маси и на македонската беднотия. Преди една година той посочи от трибуна на парламента, в печата и в публични събрания как може да се помогне на македонските бежанци. За това и правителството на Цанков го уби!

Проблемата за македонските бежанци ще се разреши само като се премахнат насилствените »мирни« договори и възможно само като се обединят усилията на всички потиснати на Балканите за борба против сегашните правителства.

Само в борбата за извоюване на национални и политически свободи, само когато балканските народи извоюват правото да определят сами своята съдба и като се федерират, ще се разреши бежанската проблема и ще се освободи македонския народ.

На македонските бежанци ние казваме:

Кръвното правителство на Цанков е враг не само на българския трудов народ, по то е и ваш враг, понеже вие сте братя на българския работен свет. От това правителство вие не можете да очаквате нищо добро. Вие не можете да очаквате нищо добро и от официалните представители на македонската емиграция и народ в България, защото те са лакеи на Цанков, защото техните ръце са опръжкани с кръвта на вашите братя — македонските революционери и българските селяни, работници и занаятчии. Само като се организирате заедно с македонските трудящи се маси в България и вземете в собствените си ръце ръководството на емигрантските организации в тая страна, и съвместно с българските работници, селяни и занаятчии се борите против българските и македонски главорези, вие можете за бъдеще уверени, че бежанската проблема ще бъде разрешена и Македония ще бъде свободна.

Г. Казановски

## Военната диктатура в Гърция

На 25 миналия месец се извърши военен преврат в Гърция. Никакви кръвопролития не са станали; само един войник е бил ранен. Генерал Пангалос, опирац се на офицерите от армията и флотата, е взел властта в своите ръце. В преврата са участвували 300 души офицери. Населението не е взело никакво участие. То е посрещнало, при пълно равнодушие, промената на правителството.

Преврата се е извършил по един много оригинален начин.

Генерал Пангалос, след като е получил съобщение от своя съмишленик генерал Отонес, командант на 3 армейски корпус в Солун, че той е господар на положението в Македония и Тракия, е отправил, от името на офицерите, един ултиматум на Михалакопулос, министър председател в Гърция, с предложение, да му предаде в определен срок властта. Преди изтичането на срока, Михалакопулос е подал оставката на кабинета, която веднага е била приета от председателя на републиката, бившият контр-адмирал Кундуриотис.

Г. Кундуриотис, който е знаел и е бул даже съгласен с плана на военната лига за преврат, се е постарал да представи пред външния свет, че той действува съгласно конституцията, като спазва даже формите на парламентарния режим.

Приемайки оставката на Михалакопулос, той поверил образуването на новия кабинет на Панапастасиу, водител на най-силната опозиционна група в парламента. Само след отказа на последния да образува кабинета, г. Кундуриотис е натоварил генерал Пангалос, който е депутат и водител на втората по численост опозиционна парламентарна група с образуването на новото правителство.

Така, ако има наивници — нека поверват, че тук нема никакво пронунциаменто, никаква военна диктатура, а просто касало се до образуването, по чисто парламентарен ред, на ново правителство.

Самия генерал Пангалос с възмущение отхвърля обвинението за военен преврат. Своята акция той нарича »въоръжена манифестация«. Той се старее да убеди света, че тая »въоръжена манифестация« и последвалата смена на правителството са били в пълно съгласие с болшинството на гръцкия народ.

Новия шеф на гръцкия кабинет е заявил:

»От няколко седмици насам моите приятели в парламента и от армията ми заявиха, че кабинета Михалакопулос не действува вече в хармония с общественото мнение. 80% от армията и флотата, всички бежанци (1,500.000 души), 80% от републиканците — венизелисти от стара Гърция и една третия от антивенизелитите беха против кабинета. Правителството на Михалакопулос се държеше на власт по милостта на парламента. Требваше да се направи нещо за спасението на републиката. Понеже в Гърция армията е авангарда на народа, тя требваше да действува. И тя действува в един момент, когато беше уверена, че нейната акция е в съгласие с обществения живот.«

Потърсим ли причините на тоя преврат, ние ще трябва да констатираме, че те се крият в стремлението на военните организации, три на брой, които сега били вече обединени, да си възвърнат положението, което са имали в началото на революцията, преди две години и половина, когато Пластирас, като шеф на революцията и Гонатас като министър-председател беха пълни господари на положението. С падането на Гонатас и идването на власт на Панапастасиу (януари 1924) и впоследствие на Михалакопулос (октомври същата година) офицерските лиги не играяха вече същата роля. Без съмнение, те упражняваха силно влияние в работите на правителството, но техното влияние не беше преодолеваемо. Те подозираха Михалакопулоса в стремление да разтури офицерските организации, за да се освободи по този начин пълно от влиянието на военния елемент. От тук и главното недоволство всред офицерите против бившето правителство.

Съзаклятиците, естествено, искаха да дадат патриотически и републикански характер на своето дело. Те обвиниха бившето правителство, че се било показало много отстъпчиво в преговорите с Югославия; че не взимало достатъчно енергични мерки против »крайните елементи със социални тежнения«, работническите организации — като че ли недостатъчни беха преследванията, арестуванията и драконовските мерки на бившето правителство против кому-

нистите в Гърция; че то проявявало склонност към ролястите, те то занемаряло армията — като че ли изразходваните суми, над един милиард драхми за въоръжения, са малко за една страна, където бюджета за армията и флотата съставлява половината от общия бюджет на държавата; че мо не полагало достатъчни грижи за бежанците и пр.

Това е само привидно. Сегашното правителство ще продължава общата политика на бившия кабинет; то ще бъде не по малко отстъпчиво спрямо своята бивша съюзница, Югославия; то ще продължава да води и ще засили даже политиката на денационализация по отношение на националните малцинства; то ще продължава да гони българите и турците от Македония и да преследва евреите; то ще продължава да харчи пари за въоръжения, ще засили борбата против комунистите, ще облагодетелствува част от бежанците, за да може да си служи с последните за своята политика. С една дума, то ще върви по стъпките на Михалкопулос.

Обаче, това което ще съставлява неговата същност, неговата специфичност, то е засилването влиянието на военните в целия политически живот на страната. Военната лига ще играе роля каквато тя не можеше да играе при предишните две правителства.

При Пангалос фашизма добива като гели своята официална санкция. Фашистите ще бъдат не само покровителствувани от правителствените органи, както що беха при Михалкопулос, но техните организации ще се ползват с изключителното негово благоволение. Фашистите ще управляват.

Д. Владиславов

### Апел към цивилизования свет

Разни културни и социалистически сдружения в Виена, възмутени от царуващия терор в България, са отправили следния апел към западноевропейското прогресивно общество:

#### Спрете политическите съдебни убийства в България.

До всички културни хора.

През всички времена политическите партии са се старали да се отхвърлят от своите противници, ако не по друг начин, то чрез сила или убийство. Това, обаче, което сега става в България, е без пример в историята на човечеството и извиква ужас у всеки чувствателен човек. След хилядите политически убийства без съдебни следствия и решения, сега чрез изключителни военно-полеви съдилища се извършват стотици съдебни убийства. Военните съдилища работят трескаво. Те наказват с смърт не само за политически убеждения и идейна пропаганда! Под същите параграфи се подвеждат дори и тези, които помагат на преследваните, или на техните деца. Нечувано е досега в историята, щото баща на сина и брат на брата да не бива да помага. Ужаса стига до изтръпване когато четем, че не се щади дори и неопитната младеж. Младежи, повечето от които студенти, ученици и ученички се влачат пред съдилищата и много от тях се наказват с смърт за престъпления, които са едва поняти за тях.

За оплакване е България, където се избиват нейните найинтелигентни работници — писатели, адвокати, депутати, учители, лекари и свещеници — които често пъти са свършено невинни. Старите родители и невръстните деца на убитите са лишени от своите покровители и от насъщния си хлеб. Не бива да ни успокоява факта, че често е имало в историята масови съдебни убийства. Тормозеното и покрито с хиляди рани човечество трябва най-после да издигне високо глас си и да се опълчи против тази слепота, жестокост и безмисленост, от където и да идва тя. Ние каним целия цивилизован свет да даде израз на своята погнуса пред лудите деяния на сегашния български режим и да иска с целата си мощ: Да се премахне този срам от света и да се даде мир и напредък на тая бедна, с кръви обляна страна!

Спрете политическите съдебни убийства!

Незабавна широка политическа амнистия!

За съюза на социалистическите университетски професори:  
професор Ханс Хан.

За съюза на социалистическите адвокати:  
Д-р Рихард Беер.

За републиканския съюз на участващите в войната и на жертвите от войната:  
Председател Ул.

За етическото общество:

Д-р Кирнер.

За съюза против военната повинност:

Олга Мизар.

За международната женска лига за мир и свобода:

Иела Херцка.

Д-р Алфред Адлер; университет, професор Д-р Макс Адлер; Анри Барбюс; Карл Форест, артист от виенския народен театър; Антон Етхофер, от виенския нар. театър; Д-р Хуго Фишер, лекар; Д-р Марсел Фридман, адвокат; Д-р Оскар Френкел, лекар; Мария Голдшайд, подпредс. на женската лига за мир и свобода; Д-р Рудолф Голдшайд, председател на дружеството за мир, Университ. проф. Д-р Виктор Хамершлаг; Феликс Харта, художник; Професор Д-р Макс Юлиг; Ерна Юлиг; Гина Каяс, писателка; Д-р Кинцл, композитор; Паул Кленгау; Д-р Карл Мария Колер; Д-р Роберт Лазарсфелд, адвокат; Д-р Ал. Нойер, лекар; Луи Райнер, артист от Райнхардския театър; Д-р Освалд Рихтер, адвокат; хойфрат професор Ал. Ролер; Д-р Валентин Розенфелд, адвокат; Евгения Шарфвалд; Д-р Ото Цайзел, адвокат.

### Политиката на Цанков към Югославия и софийските македонски революционери

След две годишно кърваво вътрешно управление и пълна сервилност във външната си политика, правителството на деветоюнкските конспиратори днес може да се похвали, че то успе да спечели благоволенията на Югославия.

Според достоверни сведения от Белград и Рим, отношенията между софийското и белградско правителства всеки ден все повече и повече се подобряват. Дипломатическите представители на двете страни работят усилено за изработването на една платформа, която да послужи за основа на един приятелски съюз между Югославия и България. Според същите сведения, това сближение се дължи на външни влияния и преговорите между двете страни са стигнали толкова далеч, щото в най-скоро време се очаква една среща между Нинчич и Калфов в Белград или Ниш, за да се уговори окончателно базата на този приятелски договор.

Основните точки на предполагаемия съюз между Югославия и България са следните:

Югославия ще поддържа българските аспирации на юг, за един свободен излаз на егейското море, като пристанищата Деде-Агач и Кавала се осигуряват за България, която от своя страна ще остави свободни ръце на Югославия по отношение на солунската й база и ще подкрепи тезата за югославянските малцинства в гръцка Македония. Едновременно ще бъде намерен и начин за разрешението на македонския четнишки въпрос.

В брой 1 на „Балканска Федерация“ бе отпечатан историческия манифест от 6 май 1924 г., изхождащ от бившия Ц. К. на В. М. Р. О. В този манифест, между другото се казва:

„В. М. Р. О. заявява, че днешното българско правителство на Цанкова, в разрез с чувствата и интересите на собствения си народ, води една политика явно противомакедонска и противобългарска, една политика явно сърбофилска, която не само увековечава дележа на Македония, но подготвя нови прекроявания на Балканите за сметка на Македония. В. М. Р. О. предупреждава народите на Македония, Югославия, България, Гърция и Тракия, че белградското правителство, оряно на своите съглашения с някои европейски държави за дележа на Хърватско, Албания и Гърция, се готви да разшири своята завоевателна политика към Солун, като тика българското правителство към Кавала, заплашвайки го в противен случай, че ще окупира българските Перник и Кюстендил.

И правителството на Цанкова, изглежда, е съблазнено от тия империалистични перспективи, напелвани от белградските сирени. То се е заловило да унищожи В. М. Р. О. и македонското революционно движение, които се явяват най-сериозната пречка за осъществяването на тия престъпни намерения.“

Така са разсјаждавали преди една година бившите членове на Ц. К. на В. М. Р. О. Тодор Александров, Петр Чаулев и генерал Протогеров.

Преди около два месеца, новия диктатор в софийската В. М. Р. О., Ив. Михайлов, бе заявил с един театрален апломб пред кореспондента на „Последни Новости“ Неманов, че македонската организация стои тврдо на своите изпитани стари позиции, че тя нема нищо общо с делата на Цанковото правителство и че ако това правителство би последвало пакостната политика на Стамболийски, по отношение на Македонија, то В. М. Р. О. не ще се поколебае нито минута да отпочне една открита борба против Цанкова, както по-рано се е борила против Стамболийски.

От публикуването на майскиот манифест се измина една година. В продолжение на тази година Цанковото правителство на неколку пати вече продава интересите на Македонија, без това обаче да предизвика каквато и да е реакција от страна на вјрховистката организација. Напротив, последната систематично продолжава да доставя нуждниот кадар от професионални главорези, необходим на реакционата власт, в борбата ѝ против бјлгарскиот народ.

Днес предателската политика на Цанковото правителство кјм македонските интереси е достигнала својата апогеја, но ние сме дјлбоко убедени, че организацијата на вјрховистите ќе остане и този пјт в пјлна резигнација. Може би тя ќе се помјчи да оправдае своето поведение сјс софизма, от македонско гледиште по-добре е вички македонски земи да се намират целокупно под срјбска власт, отколкото да бјдат изложени и на грјцко влијание. Този мотив не рјководеше, обаче, автономистите при управлението на земледелците.

Истината е другаде.

Истината е, че престјленијата, които свјрзват Цанковата и вјрховистката банди са безчетни. Истината е че вјрховистката мафија и да иска да се објави против предателската по отношение на Македонија политика на бјлгарската кјрвава диктатура, не е в сјстојание да стори това, защото тя е пленник в рјцете на воената лига и разните фашистки организации, които масово са нахлули в организацијата на вјрховистите и ја рјководят по указание на Вјлков и Русев.

Д. Пилигрим

## PARTIE SERBE

### Херман Вендел о Сарајевском атентату

Од како је избило питање о »одговорности рата«, појавила су се два човека у Европи, који бране не »право мале Србије на самоодбрану у великоме империјалистичкоме рату«, него кривицу министра председника Пашића и краља Александра због њиховог учешћа у сарајевском атентату и уморства пуковника Димитријевића после солунског процеса. Један од ова два европљанина је Англез, а други Немац. Први се зове Сетон Ватсон, а други госп. Херман Вендел. Сетон Ватсон је прикривени представник извесне групе енглеских капиталиста, који намеравају пласирати свој капитал у неразвјена али богата индустриска предузећа у Југославији. Госп. Херман Вендел је политички агенат и директан посредник између Стинесовог концерна и југословенске владе за куповину немачких индустријских артикала.

У дискусији о »ратној одговорности« Сетон Ватсон настукао је опрезно. У последње време од како је »Балканска Федерација« изнела непобитне чињенице, да су за сарајевски атентат знали: руски посланик у Београду Хартвиг, руски војни аташе Артаманов, Пашић и данашњи краљ Александар, од тога момента, овај лукави Енглез прави вешто одступницу. Међутим Херман Вендел јуриша слепо у одбрану Пашића и Александра.

У броју 183. од 6. Јула 1925. »Арбејтер-Зеитунга« написао је госп. Херман Вендел један чланак, који носи наслов »Сарајевски атентат«.

У овоме чланку он говори о свему само не о ономе о чему је реч. Напада свакога ко нема његово мишљење, а за »Балканску Федерацију« каже да је то плаћен орган Совјета.

На све те нетачности и на сав тај галиматијас ми нећемо одговарати, него ћемо се кратко задржати на ставу, који се односи на наш часопис. Тај став гласу овако:

»Али када у часопису »Балканска Федерација«, који служи револуционисању европскога југоистока, и ако савим непознато лице под именованим или боље речено псеудонимом Никола Ненадовић, без сенке доказа прича, да су поред тадањег руског посланика Хартвига знали за атентат Александар и председник министарског савета Никола Пашић, а да су доцније гледали да из заседе убију организатора атентата пуковника Димитријевића . . .«

Чланак Николе Ненадоваћа »Тајне београдске камариле« о коме говори госп. Херман Вендел изашао је 1. де-

цембра 1924 у »Балканској Федерацији«. Две су чињенице, које је Ненадовић констатово у своме чланку, а које госп. Херман Вендел пориче. Прво, да су за сарајевски атентат знали: руски војни аташе Артаманов, руски посланик Хартвиг, Пашић и данашњи краљ Александар и друго, да су краљ и шеф његове краљевске гарде генерал Петар Живковић, затим тадањи министар унутрашњих дела Љуба Јовановић спремали атентат на пуковника Димитријевића ангажујући тројицу добровољаца да га убију.

Што се тиче прве чињенице да су за сарајевски атентат знали поменуте личности, потврдио је један од најближих пријатеља и сарадника пуковника Димитријевића пуковник Божин Симић једном изјавом, коју је дао француском публицисти Виктору Сержу и која је оштампана у француском часопису »Кларте« месеца маја 1925 а тако исто и у »Балканској Федерацији« број 20/21 о. г.

Чудновато је да је господин Херман Вендел обишао 20/21 број »Балканске Федерације« који је посвећен сарајевском атентату и солунском процесу. Саветујемо госп. Херману Венделу, да овај број прочита и да добро простудира чланке Владимирова и Мермета. Ту ће наћи необорива аргумента о злочинствима Александра и Пашића, што се тиче питања о коме је реч.

Што се тиче друге чињенице не можемо износити све појединости. Можемо рећи само толико, да је краљ наредио Петру Живковићу да исплати тројици добровољаца 20.000 драхми у злату, с тим да убију пуковника Димитријевића-Аписа, што је овај и учинио. Појединости о овоме злочину можемо рећи господину Херману Венделу само усмено.

Најзад да би уверили госп. Хермана Вендела да су за сарајевски атентат знали: Артаманов, Хартвиг, Пашић и краљ Александар и да су припремали мучко убиство пуковника Димитријевића предлагемо му следеће: Нека пристаје на предлог Владимирова, кога је овај изнео у своме чланку: »Зашто је потребна ревизија солунског процеса« број 20/21 »Балканске Федерације« наиме: да се образује један интернационални комитет од оних људи, који се баве питањем о »одговорности рата« и који ће имати за циљ ревизију солунског процеса. Ако ми не докажемо пред једним таким комитетом ове две чињенице, које погађају госп. Хермана Вендела, пристајемо, да му дамо сатисфакцију, коју он сће. А ано докажемо тражимо од господина Хермана Вендела да нам разјасни зашто он као уверени републиканац и социјалиста

брани Пашића, краља Александра и монархију, а не брани интересе српског народа.

Што се тиче нашега писања у »Балканској Федерацији« о сарајевском атентату и солунском процесу, оно има за циљ: 1. По признању С. Протића, Димитријевић је убијен због сарајевског атентата. Пошто су краљ и Пашић за то знали, а нису га хтели спречити, ми захтевамо, да иста судбина и ради исте ствари задеси и ту двојицу.

2. Захтевамо према манифесту, који је пре неколико дана штампан у Паризу, и који носи потпис једне стотине француских интелектуалаца на челу са француским литератом Х. Виктором Маргеритом, да се поништи версајски уговор о миру.

Ово је наш одговор господину Херману Венделу.

Н. Николић

## Статистика белог терора у Југославији

Дошла нам је до руку брошура »Бели терор и Међународна Црвена Помоћ. Штампана је у Југославији на српском језику. Мада не потпуна како признаје и сам писац брошуре, она ипак даје читаоцима доста јасна слику печувених злочина, прогона, хапшења, покоља, инквизиције и смртних пресуда, које данашње владајуће класе у свима буржоаским земљама врше над поробљеним народима, сиромашним сељаштвом и радничком класом као и над њиховим вођама и интелектуалцима. Ми ћемо се овог пута осврнути само на онај одсек у ком се износи статистика белог терора у Југославији, под режимом Пашић-Карађорђевић-Прибићевић.

Изнети детаљно и прецизно сва насиља и бројно приказати мучка и »законска« убијства у Југославији готово је немогуће, због великих тешкоћа, које такав један рад срета на сваком кораку имајући пред собом све могуће материјалне непогоде и против себе цео државни апарат и данашњи друштвени буржоаски систем. Поред тога што се врло често у Југославији од стране власти врше политичка убијства и хапшења по којима се не врши никаква истрага (обично се каже »нестало га« или »прогутала га иомрчина« има забачених села и крајева у Црној Гори и у албанским насељима државе С. Х. С. где се пале домови сељачки и убија невино становништво за најмању ститицу; под изговором антикомунитске пропаганде и одржања јавног мира и реда против хајдука и бандита. Могуће је изнети приближно тачан број жртава белог терора у великим градовима и познатијим местима и то у старим крајевима државе С. Х. С. и од нових у Хрватској, Славонији, Далмацији, Словеначкој, Босни и Херцеговини и у Војводини. Из свих ових разлога упозоравамо читаоце да следеће бројеве узму само као један минимум и тек један део крваве трагедије, коју су до сада пренатили потлачени народи и националне мањине, сељаштво и радничка класа и њихове вође и интелектуалци у држави С. Х. С.

У међувремену, од краја европског рата до месеца маја 1925 год. режим П. К. П. погодио је својом правдом 23.415 особа. Од овога броја било је 15 смртних политичких осуда, 300 политичких убијстава, јавних или мучких, 20.600 политичких ухапшења и 2500 политичких емиграната.

Најпознатија имена убијених и похапшених су ова: 19. априла 1919 год. побијено је на Заложкој Цести у Љубљани 14 радника приликом штрајка жељезничара.

Децембра 1920 год. после »Обзана« затворено је 300 радника и Функционера радничких организација.

У јесен 1921 год. осуђени су народни посланици и чланови извршног одбора комунистичке партије: Филиповић, Чолић, Марковић, Салај, Малинкаш, Ковачевић, Лазаревић, Мирић и Марјановић сваки по две године затвора. Исте године је мучки убијен функционер радничких организауја инжињер Супанац и обешен радник Алија Алиагић, који је присиљен терором, терором одговорио, учинивши атентат на правог духовног творца »Обзана« министра полиције Драшковића.

1922 год. осуђен је на смрт, а затим помилован на доживотну робију рударски радник Ђуро Керошевић приликом рударског штрајка у тузлу.

1923 год. осуђен је на годину дана тамнице вођа југословенског радничког покрета Павле Павловић. У исто време било је 200 хапшења радника и сељака.

1924 год. фашисти су учинили мучки препад на раднике у Трбовљу (Словенија) и 4 радника убили а 15 ранили.

1925 год. пре фебруарских избора примењен је закон о заштити државе на Х. Р. С. С. похапшене јој вође и растурене партијске организације. Осим тога извршено 3000 хапшења против присташа и чланова Х. Р. С. С. У то исто време ухапшео је 300 особа припадника националних мањина Македонаца, Арбанаса, Маџара, Немаца, затим чланова Републиканске партије и осталих опозиционих партија, које су дигле глас протеста против фашистичког насиља П. К. П. режима.

1924 год. осуђен је у Београду вођа радничког покрета у Југославији Коста Новаковић због брошуре: Македонија Македонцима — земља сељацима на 6 месеци затвора. Те исте године убиле су полицијске власти у затвору у Београду фабричку радницу Љубицу Љубичић.

Марта 1925 год. затворен је новинар и члан лезависне Рад. Партије Моша Пијаде, који је доцније осуђен по закону о заштити државе на 20 год. робије иако му на суду није доказана ниједна кривица. Том приликом су још поред Пијаде — а осуђени: Бока Пашић, апотекар, Чипчић и Животић радници сваки по 10 година робије, Вуковић радник на 6 год. робије и Сида Чипчић на 2 год. робије.

Истог месеца затворена је и професорка Десанка Цветковић.

Априла 1925 год. протеран је у Италију обласни секретар независне Радничке Партије Д-р Анте Цилица, по народности Хрват, родом Истранин, који је у год. 1919 дигао устанак сељака и радника Истрана против талијанског империјализма а за национално самоопредељење и економско ослобођење Хрвата Истрана. Југословенска је влада звала за ово и баш зато је и учинила тај злочин.

Десетине омладинаца похапшени су за последња 2—3 месеца и о њиховој судбини југословенски фашистички суд још није изрекао своју последњу реч.

Ово су само најпознатији примери белог терора у Југославији, они за које зна читава југословенска јавност и које ни режим није у стању да прикрије.

Многобројније су жртве белог терора и чији се број ни приближно не може установити, у Македонији, Албанским крајевима Југославије и у Црној Гори. Тамо војска, жандармерија и полицијске власти врше свакодневно над незнаним жртвама, сељацима и радницима, чији се глас нечује и чија имена не долазе у јавност.

У Македонији данас има ухапшених 450 сељака, радника и интелектуалаца. Број убијстава није могуће одредити. Ко познаје београдске методе управљања у тој земљи, може бити унапред уверен, да тај број није мали. Борба власти против комита у Македонији састоји се само у убијању недужних сељака. До данас тамо није погинуо ниједан од познатијих комитских вођа, иако је често режимска штампа јављала са помпом о сукобима између српске жандармерије и појединих комитских одреда, и о погибији њихових војвода. Аво је она чинила само зато да би прикрила она убијства, која је режим чинио из освете прама невиним македонским сељацима.

У Црној Гори терор српских власти прешао је све мере. Ред одржавају 30.000 војника и 8000 жандара над становништвом које не броју више од 300.000. Од почетка постојеће државе попаљено је до хиљаду сеоских домова и извршена маса политичких убијстава. Данас се налази у затвору око 100 црногорских усташа, који су се на »часну реч« владе П. П. да им се неће ништа догодити предати властима, да би спасли црногорске народне масе од освете. У затвору се налазе тако исто и 400 црногорских усташких јатака.

У албанским крајевима Југославије за време похода на одметнике Хусеина Бошковића и Мехонића паљена су читава турска и арнаутска села. Прошле године у лето под изговором да ухвати једног другог одметника (Азем Бејту) опколила је војска и жандармерија село Дреницу и том приликом поклано је 600 старца, жена и деце.

Обом крвавом послу није потребан коментар. Наведени злочини довољно показују, да режим П. К. П. плви по крви и да му је средство: неправда и злочин.

М. Владимиров